



LAB Recherche

Rapport de gestion

LAB RECHERCHE INC.

Périodes terminées les 30 juin 2009 et 2008

L'Excellence en Recherche

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion donne des précisions sur les activités, la performance et la situation financière de LAB Recherche inc. (« LAB Recherche » « LRI » ou la « Société ») aux et pour les trimestres terminés les 30 juin 2009 et 2008. Pour un complément d'information sur le contexte commercial, les tendances, risques et incertitudes, ainsi que l'incidence des estimations comptables sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière, le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008. Il importe de noter, à moins d'indication contraire, que les informations prospectives figurant dans le présent rapport de gestion expriment nos attentes en date du 12 août 2009. Toute information contenue dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés vérifiés a été dressée selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Les états financiers consolidés vérifiés ainsi que le présent rapport de gestion ont été examinés par notre Comité de vérification et approuvés par notre Conseil d'administration.

Un complément d'information concernant LAB Recherche est disponible sur notre site web à l'adresse www.labrecherche.com, ainsi que sur le site de SEDAR au www.sedar.com.

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs dont il est question dans la mise en garde relative aux « Énoncés prospectifs » en page 24 du présent rapport et doit être lu en parallèle avec ceux-ci.

Vue d'ensemble

LAB Recherche et ses filiales, LAB Research A/S (« LAB Danemark ») et LAB Research Ltd. (« LAB Hongrie ») fournissent des services de recherche contractuelle non clinique aux marchés pharmaceutique, biotechnologique, agro-chimique, pétrochimique et industriel.

LAB Recherche a trois secteurs d'exploitation distincts : LAB Canada (les activités de recherche contractuelle non-clinique canadiennes du groupe), LAB Danemark et LAB Hongrie. Le secteur LAB Siège social est responsable des activités financières et de l'administration générale de la Société; ce secteur comprend également les frais généraux qui ne peuvent pas être attribués directement à un secteur particulier.

Faits nouveaux en 2009

Au début de l'année, la direction de LRI s'était engagée à résoudre tous les problèmes qui affectaient négativement la perception des marchés commerciaux et des capitaux envers la Société. Faisant suite aux progrès significatifs survenus au cours du premier trimestre, nous sommes d'avis que nous rencontrons notre engagement. La performance enregistrée lors du deuxième trimestre et nos réalisations subséquentes devrait permettre à LRI de regagner le soutien des marchés.

Au cours du deuxième trimestre de 2009, la direction de LAB Recherche a poursuivi ses pourparlers avec son banquier canadien et a conclu, le 29 juillet 2009, une convention révisée avec ce dernier couvrant toutes ses facilités de crédit (« Convention Révisée »). La Convention Révisée est sujette à certaines conditions dont la clôture de l'Émission de Droits (décrite ci-dessous). Selon les modalités de la Convention Révisée, le banquier canadien a i) renoncé irrévocablement à ses droits quant au défaut de conformité aux clauses restrictives liées aux ratios financiers des facilités de crédit des 31 décembre 2008, 31 mars 2009 et 30 juin 2009; ii) remplacé les clauses restrictives liées aux ratios financiers par d'autres clauses restrictives jusqu'au 1^{er} juillet 2010; iii) accordé à la Société un moratoire quant à ses remboursements de capital trimestriels pour les trimestres se terminant les 30 septembre et 31 décembre 2009; et iv) modifié les taux d'intérêt applicables aux emprunts.

De façon à renforcer son bilan en vue d'offrir un meilleur soutien aux efforts commerciaux, la Société a déposé un prospectus simplifié lié à une distribution à ses actionnaires existants de droits exerçables afin d'acheter des actions ordinaires supplémentaires de la Société (« l'Émission de Droits »). Les actionnaires inscrits à la date de clôture des registres (non déterminée à cette date) recevront 1 droit pour chaque action ordinaire détenue. Chaque droit permettra au détenteur d'acheter 2,1 actions ordinaires de la Société à un prix de 0,41 \$ par action (« les droits de souscription de base »). Une Émission de Droits pleinement souscrite devrait permettre d'obtenir un produit brut de 15,6 millions de dollars qui sera utilisé par la Société principalement pour renforcer son bilan and réduire son endettement. Préalablement au dépôt du prospectus, et sujette à certaines modalités et conditions, la Société a conclu une entente d'engagement avec le Fonds de Solidarité FTQ (« le Fonds ») grâce à laquelle LAB Recherche a obtenu un engagement d'achat du Fonds pour un maximum d'investissement de 7,5 millions de dollars (« l'Engagement d'Achat ») par l'entremise d'exercice de leurs droits dans le cadre de l'Émission de Droits à titre d'actionnaire si les droits émis n'étaient pas totalement exercés à la clôture de l'Émission de Droits. L'entente d'engagement est sujette à certaines conditions. Selon les modalités de l'entente d'engagement, le Fonds exercera ses droits en vertu de l'Émission de Droits et, si disponibles, achètera des actions ordinaires additionnelles non souscrites par les autres actionnaires de la Société, jusqu'à ce que le nombre d'actions totales détenues par le Fonds représente 49% des actions ordinaires en circulation de la Société sans excéder l'Engagement d'Achat. Afin de restreindre son droit de propriété total à 49% des actions ordinaires en circulation de la Société, le Fonds pourrait devoir investir une portion de son Engagement d'Achat sous

forme de prêt. Le Fonds ne pourra acheter des actions dans le cadre de l'Émission de Droits que pour un pourcentage équivalent à ce qu'il possèdera à la date de clôture des registres, à moins que certains droits n'aient pas été exercés à la date de clôture de l'Émission de Droits.

Puisque l'entente d'engagement peut être résiliée par le Fonds et que la Convention Révisée est conditionnelle à la clôture de l'Engagement d'Achat, les emprunts canadiens ont été inscrits dans les passifs à court terme. Si l'entente d'engagement était résiliée, il y a un doute substantiel sur le bien-fondé de l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, car pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009, la Société a subi une perte de 2,6 millions de dollars, après avoir subi une perte de 6,6 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008. De plus, au 30 juin 2009, la Société n'était pas en conformité avec toutes les clauses restrictives bancaires liées aux ratios financiers de LAB Canada, notamment relativement à son emprunt bancaire de 15,3 millions de dollars, à son crédit relais de 12,3 millions de dollars à des fins de construction et à son emprunt de 9,3 millions de dollars pour du matériel. En outre, au 30 juin 2009, les passifs à court terme de la Société dépassaient les actifs à court terme de 44,3 millions de dollars, et ses engagements au titre des immobilisations s'élevaient à 2,8 millions de dollars.

Le 28 avril 2009, la Société a obtenu un prêt de 7,5 millions de dollars d'Investissement Québec (« IQ »), une agence du gouvernement du Québec, dans le cadre du programme « Renfort » visant à procurer de l'aide au niveau du fonds de roulement afin de supporter des entreprises rentables et en croissance. Une somme de 2,5 millions de dollars a été encaissée en mai 2009 et la somme restante, soit 5,0 millions de dollars a été reçue en août 2009. Selon les modalités de cette entente, le capital sera remboursé en une tranche le 15 janvier 2011. Toutefois, si la Société émettait avant le 15 janvier 2011 du capital-actions pour un total de 2,5 millions de dollars, le capital pourrait être remboursé en 2 tranches équivalentes de 3,75 millions de dollars les 15 janvier 2011 et 2012. L'emprunt porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4 pourcent (équivalent à 6,25 %, sur la base d'un taux préférentiel de 2,25 % au 12 août 2009) et est garanti par une hypothèque légale de second rang sur les actifs canadiens. Conjointement à l'obtention des fonds de l'emprunt, la Société a émis également 299 097 bons de souscription le 15 mai 2009 pour l'achat d'actions ordinaires de LAB Recherche à un prix de 0,69 \$ et venant à échéance le 15 février 2013 et le 3 août 2009, elle a émis 598 193 bons de souscriptions pour l'achat d'actions ordinaires de LAB Recherche à un prix de 0,51 \$ venant à échéance le 3 mai 2013. Si l'Émission de Droits clôturait, le prix de souscription des bons de souscriptions devrait être rajusté à la ou après la date de clôture de l'Émission de Droits à un prix qui sera calculé en diminuant le prix de souscription ayant cours immédiatement avant la date de clôture par un montant équivalent à la différence entre A) le prix des actions ordinaires des trois jours avant la date de clôture des registres et B) le prix des actions ordinaires des cinq jours après la date de clôture des registres.

LAB Recherche a démontré des progrès importants au cours des premier et deuxième trimestres de 2009 en améliorant sa performance financière faisant suite à des mesures de contrôle de coûts implantées au cours du quatrième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009. Certaines de ces mesures continueront de produire des effets de réduction de coût et entraîneront des bénéfices dans les trimestres à venir. LAB Recherche a annoncé un bénéfice par action de 0,02 \$ pour le deuxième trimestre de 2009 contre une perte par action de 0,37 \$ au quatrième trimestre de 2008 et une perte de 0,16 \$ pour le premier trimestre de 2009. Nonobstant cette importante amélioration séquentielle, nous poursuivons nos efforts en vue de l'amélioration de notre performance financière en vue de récupérer la confiance des marchés pour nos actions et ce quand nous commençons à ressentir les bénéfices de notre programme d'expansion de 65 millions de dollars terminé l'an dernier.

Les états financiers consolidés non vérifiés ont été préparés par la Société selon les principes comptables généralement reconnus du Canada sur la base de la continuité de l'exploitation de la Société dans un avenir prévisible et sa capacité à réaliser ses actifs et à régler ses passifs à leurs échéances dans le cours normal de ses activités.

La capacité de la Société à poursuivre son exploitation, à réaliser la valeur comptable de ses actifs et à régler ses passifs venant à échéance dépend de sa capacité à générer des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et à la clôture de l'Émission de Droits qui, selon la direction, atténuera les conditions et événements défavorables qui jettent un doute substantiel quant à la validité de l'hypothèse de la continuité de l'exploitation utilisée pour préparer ces états financiers. Si l'entente d'engagement était résiliée et que l'Émission de Droits ne se concluait pas, il n'y a aucune certitude que ces initiatives, ou toute autre stratégie, soient suffisantes et puissent permettre à la Société de continuer son exploitation dans un proche avenir.

Ces états financiers ne reflètent pas les ajustements de la valeur comptable des actifs et des passifs, des charges comptabilisées et du classement des postes du bilan qui seraient nécessaires si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

Faits saillants

Les renseignements quant à la performance des activités poursuivies de la Société pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2009 et 2008 sont résumés ci-dessous :

- Produits de 13,9 millions de dollars, en hausse de 7 % comparativement aux 13,0 millions de dollars au premier trimestre de 2009, mais une diminution de 14 % comparativement aux 16,1 millions de dollars réalisés au cours du deuxième trimestre de 2008;
- BAIIA de 2,4 millions de dollars positifs, une augmentation de 426 % comparativement à 0,7 million de dollars négatif au premier trimestre de 2009, mais une diminution de 19 % comparativement aux 3,0 millions de dollars réalisés au cours du deuxième trimestre de 2008;
- BAIIA rajusté de 1,3 million de dollars, une augmentation de 0,6 million de dollars comparativement à 0,8 million de dollars réalisés au cours du premier trimestre de 2009; mais une diminution de 2,4 millions de dollars réalisés au deuxième trimestre de 2008;
- Bénéfice net de 0,3 million de dollars, une augmentation de 3,3 millions de dollars comparativement à une perte de 3,0 million de dollars au premier trimestre de 2009 et comparativement à un bénéfice net de 0,7 million de dollars réalisés au cours du deuxième trimestre de 2008;
- Bénéfice de base par action de 0,02 \$, comparativement à une perte par action de 0,16 \$ pour le premier trimestre de 2009 et au bénéfice par action de 0,04 \$ réalisé au cours du deuxième trimestre de 2008; et
- Changements dans les pratiques d'impartition de nos clients et inquiétudes des marchés qui ont mené à une baisse de 19 % du carnet de commandes, de 34,5 millions de dollars à 28,0 millions de dollars, et à une diminution de 26 % du carnet de commandes actif, de 16,0 millions de dollars à 11,8 millions de dollars, entre le 31 mars 2009 et le 30 juin 2009, respectivement.

Les renseignements quant à la performance des activités poursuivies par la Société pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2009 et 2008 sont résumés ci-dessous :

- Produits de 26,9 millions de dollars, une diminution de 15 % comparativement à 31,5 millions de dollars en 2008;
- BAIIA rajusté de 2,1 millions de dollars, une diminution de 2,9 millions de dollars comparativement à 5,0 millions de dollars en 2008;
- Perte nette de 2,6 millions de dollars, une diminution de 3,9 millions de dollars comparativement à un bénéfice net de 1,3 million de dollars en 2008; et
- Perte de base par action de 0,15 \$, comparativement à un bénéfice net par action de 0,07 \$ en 2008.

Sommaire des résultats par secteur d'activité

Le sommaire des renseignements financiers des activités poursuivies par secteur d'activité pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2009, 31 mars 2009 et 30 juin 2008 ainsi que pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2009 et 2008 est présenté à l'annexe 1.

Mesures non conformes aux PCGR – Ratio de commandes sur les produits, carnet de commandes, carnet de commandes actif, bénéfice avant intérêts, impôts sur le bénéfice et amortissement (« BAIIA »), BAIIA rajusté, marge de BAIIA rajusté et marge brute

Nous utilisons certaines mesures non conformes aux PCGR, y compris le ratio des commandes sur les produits, le carnet de commandes, le carnet de commandes actif, le BAIIA, le BAIIA rajusté, la marge de BAIIA rajusté et la marge brute, à titre de mesure du rendement financier. La Société est de l'avis que ces mesures offrent de l'information utile quant à la performance et aux résultats d'exploitation de la Société. Toutefois, les lecteurs sont avisés que ces mesures non conformes aux PCGR n'ont pas la signification normalisée prescrite par les PCGR; elles peuvent, par conséquent, ne pas être comparables à des mesures analogues présentées par d'autres émetteurs.

a) BAIIA

Le tableau suivant rapproche notre bénéfice net (perte) de notre BAIIA et de notre BAIIA rajusté pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2009 et 2008 et 31 mars 2009 ainsi que pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2009 et 2008:

	Trois mois terminés les			Six mois terminés les	
	30 juin		31 mars	30 juin	
	2009	2008	2009	2009	2008
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (perte) net	316	748	(2 961)	(2 645)	1 295
Rajustements des éléments suivants :					
Impôts sur les bénéfices (recouvrement)	(148)	332	(86)	(234)	547
Intérêts sur la dette à long terme	641	573	713	1 354	1 153
Amortissement	1 592	1 303	1 598	3 190	2 538
BAIIA	2 401	2 956	(736)	1 665	5 533
Change étranger	(1 070)	(586)	1 512	442	(619)
Charges de restructuration	-	47	-	-	47
BAIIA rajusté	1 331	2 417	776	2 107	4 961
Marge BAIIA rajusté %	9.6%	15.0%	6.0%	7.8%	15.7%

b) Marge brute

La marge brute correspond aux produits moins les coûts directs; ceux-ci excluent l'amortissement des biens utilisés dans nos activités directes.

Le tableau suivant représente les marges brutes provenant des activités poursuivies pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2009 et 2008 et 31 mars 2009 ainsi que pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2009 et 2008:

	Trois mois terminés les			Six mois terminés les	
	30 juin		31 mars	30 juin	
	2009	2008	2009	2009	2008
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	13 885	16 120	12 987	26 872	31 549
Coûts directs	9 790	10 882	9 605	19 395	21 247
Marge brute	4 095	5 238	3 382	7 477	10 302
Marge brute %	29.5%	32.5%	26.0%	27.8%	32.7%

Activités d'exploitation– Période de trois mois terminée le 30 juin 2009 par rapport à la période de trois mois terminée le 30 juin 2008

Malgré un environnement économique difficile, la performance financière de la Société s'est nettement améliorée depuis l'annonce des résultats du trimestre précédent et du quatrième trimestre de 2008. Par contre, la crise économique globale a eu un impact sur nos résultats du deuxième trimestre de 2009 et ces derniers sont inférieurs à ceux du trimestre correspondant de 2008. LAB Recherche a réalisé des produits de 13,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2009, en hausse de 7,0 % comparativement aux 13,0 millions de dollars réalisés au cours du trimestre précédent, mais une diminution de 13,9 % comparativement aux 16,1 millions de dollars réalisés au cours du deuxième trimestre de 2008.

Pour le deuxième trimestre de 2009, les produits de LAB Recherche ont été de 6,8 millions de dollars, une augmentation de 16,1 % comparativement aux 5,8 millions de dollars enregistrés au cours du premier trimestre de 2009, mais une diminution de 3,3 % comparativement aux 7,0 millions de dollars générés au cours du deuxième trimestre de 2008. Au cours des trimestres précédents, la Société a subi l'effet de nombreux retards dans le démarrage d'études attribuables à plusieurs raisons hors de notre contrôle, notamment des problèmes de formulation et de production du médicament à être administré et des problèmes financiers de certains clients. Certaines de ces études ont débuté au cours du deuxième trimestre de 2009 et se sont traduites par une augmentation des produits comparativement au premier trimestre de 2009. Un niveau de ventes moindres que prévues est attribuable à un environnement très compétitif, aux changements dans les pratiques d'impartition de nos clients et à une perception négative concernant les relations bancaires et le niveau de liquidité de la Société, ce qui s'est traduit par une baisse de notre carnet de commandes et notre carnet de commandes actif.

LAB Danemark a inscrit des produits de 5,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2009, soit une diminution de 7,7 % comparativement aux 6,1 millions de dollars générés au cours du premier trimestre de 2009 et une diminution de 28,8 % comparativement aux 7,8 millions de dollars générés au cours du deuxième trimestre de 2008. La baisse de ces produits est principalement attribuable à des ventes moindres que prévues au cours du dernier trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009, dues à la crise économique globale et à une plus forte compétition de la part d'organismes de recherche contractuelle (ORC) basés en Grande-Bretagne et bénéficiant d'une devise plus faible face à l'euro et à la couronne danoise au cours des 9 derniers mois.

Au cours du deuxième trimestre de 2009, les produits de LAB Hongrie ont totalisé 1,5 million de dollars, soit une augmentation de 38,6 % comparativement à 1,1 million de dollars générés au cours du premier trimestre de 2009, et une augmentation de 20,1 % comparativement à 1,3 million de dollars générés au cours du deuxième trimestre de 2008. L'augmentation des produits résulte principalement d'un niveau plus élevé de contrats signés au Japon attribuable à l'entente signée avec Media Services, de la nouvelle plate-forme européenne du développement des affaires et du renouvellement du certificat de Bonnes Pratiques de Laboratoire (« BPL ») du site dans les derniers mois de 2008.

Au cours du deuxième trimestre de 2009, la marge brute globale (telle que décrite dans une section précédente) a atteint 29,5 %, contre 26,0 % et 32,5 % pour le premier trimestre de 2009 le deuxième trimestre de 2008, respectivement. La marge brute de LAB Canada et de LAB Hongrie a augmenté entre les premier et deuxième trimestres de 2009 comme conséquence directe de l'augmentation des produits malgré un environnement très compétitif. Toutefois, au cours de la même période, la marge brute a diminué au Danemark suite à une diminution des produits, lesquels n'ont pas été compensés par une diminution des salaires suite aux mises à pied effectuées en 2008 et aux mesures de contrôle des coûts du premier trimestre de 2009. La direction concentre ses efforts pour améliorer la rentabilité de la Société et continue d'implanter des initiatives afin d'augmenter la performance de tous les sites pour la fin de l'exercice 2009.

Pour le deuxième trimestre de 2009, nos frais de vente et frais généraux et administratifs sont demeurés stables à 2,6 millions de dollars, comparativement à 2,7 millions de dollars pour la même période en 2008 et à 2,5 millions de dollars pour le premier trimestre de 2009, représentant 19,1 %, 16,9 % et 19,2 % de nos produits, respectivement.

Notre BAIIA (tel que décrit dans une section précédente) du deuxième trimestre de 2009 a été de 2,4 millions de dollars positifs, comparativement à 3,0 millions de dollars positifs pour la même période de 2008 et 0,7 millions de dollars négatif pour le premier trimestre de 2009 (une augmentation de 3,1 millions de dollars entre les premier et deuxième trimestres de 2009). Notre BAIIA rajusté, déduction faite du change étranger et des frais de restructuration, a atteint 1,3 million de dollars positif, comparativement à 2,4 millions de dollars positifs pour la même période de 2008 et 0,8 million de dollars positif pour le premier trimestre de 2009, représentant 9,6 %, 15,0 % et 6,0 % des produits, respectivement. Le BAIIA rajusté a augmenté entre les premier et deuxième trimestres de 2009 de 66,4 % au Canada (de 1,2 million de dollars positif à 2,0 millions de dollars positifs) et de 53,7 % en Hongrie (de 0,4 million de dollars négatif à 0,2 million de dollars négatif), alors qu'il a diminué de 72,3 % au Danemark (de 0,6 million de dollars positif à 0,2 million de dollars positif) (voir Annexe 1). Les écarts positifs au Canada et en Hongrie sont attribuables principalement à une augmentation de la composition du chiffre d'affaires et aux mesures de contrôle des coûts et l'écart négatif au Danemark est attribuable à une performance moindre que prévue des produits.

La dotation aux amortissements du deuxième trimestre de 2009 a été de 1,6 million de dollars, comparativement à 1,3 million de dollars pour la même période de 2008. Cette augmentation résulte principalement d'une dotation aux amortissements additionnelle attribuable aux travaux d'agrandissement au Canada achevés en 2008.

Les intérêts débiteurs pour le deuxième trimestre de 2009 ont totalisé 0,6 million de dollars, comparable à la période correspondante de 2008. Alors que le niveau de notre dette a nettement augmenté entre 2009 et 2008 relativement au projet d'agrandissement du site canadien, les taux d'intérêt ont diminué, ce qui a maintenu nos intérêts débiteurs à un niveau similaire.

Le gain de change du deuxième trimestre de 2009 s'est élevé à 1,1 million de dollars, comparativement à un gain de 0,6 million de dollars pour la période correspondante en 2008. Cette augmentation du gain concerne principalement la Hongrie, où l'euro a perdu de la valeur par rapport au forint hongrois créant ainsi un gain de change réalisé et non réalisé sur la conversion de la dette à long terme libellée en euros et des avances faites par LAB Danemark et LAB Hongrie. Au cours du trimestre, le forint hongrois a augmenté de 8 % par rapport à l'euro.

Une économie d'impôts de 0,1 million de dollars a été reconnue au deuxième trimestre de 2009, comparativement à une dépense de 0,3 million de dollars pour la même période de 2008. Le recouvrement d'impôts a été reconnu sur nos pertes au Danemark.

Le bénéfice net du deuxième trimestre de 2009 s'est élevé à 0,3 million de dollars, comparativement à une perte nette de 3,0 millions de dollars pour le premier trimestre de 2009 et un bénéfice net de 0,7 million de dollars pour la période correspondante de 2008. Pour le deuxième trimestre de 2009, le bénéfice par action a atteint 0,02 \$ (0,02 \$ par action sur une base diluée), considérant une moyenne

pondérée d'actions en circulation de 18 089 360 (de base), comparativement à un bénéfice par action de 0,04 \$ (0,04 \$ par action sur une base diluée) pour la même période de 2008, considérant une moyenne pondérée d'actions en circulation de 18 062 526 (de base) et comparativement à une perte par action de 0,16 \$ (0,16 \$ par action sur une base diluée) pour le premier trimestre de 2009, considérant une moyenne pondérée d'actions en circulation de 18 087 720 (de base).

Activités d'exploitation– Période de six mois terminée le 30 juin 2009 par rapport à la période de six mois terminée le 30 juin 2008

Pour les six premiers mois de 2009, LAB Recherche a inscrit des produits de 26,9 millions de dollars, une diminution de 14,8 % comparativement aux 31,5 millions de dollars générés au cours de la même période de 2008.

Pour les six premiers mois de 2009, LAB Canada a inscrit des produits de 12,6 millions de dollars, une diminution de 4,4 % comparativement aux 13,2 millions de dollars générés au cours de la même période de 2008. La diminution des produits est attribuable à un environnement très compétitif et à une perception négative concernant les relations bancaires et le niveau de liquidité de la Société.

LAB Danemark a inscrit des produits de 11,6 millions de dollars pour les six premiers mois de 2009, soit une diminution de 25,8 % comparativement aux 15,7 millions de dollars générés au cours de la même période de 2008. La baisse de ces produits est principalement attribuable à des ventes moindres que prévues au cours du dernier trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009, dues à la crise économique globale, et à une plus forte compétition de la part d'organismes de recherche contractuelle (ORC) basés en Grande-Bretagne et bénéficiant d'une devise plus faible face à l'euro et à la couronne danoise au cours des 9 derniers mois.

Au cours des six premiers mois de 2009, les produits de LAB Hongrie ont totalisé 2,6 millions de dollars, comparable aux produits générés au cours de la même période en 2008. Quoiqu'également affecté par un environnement économique difficile et une perception négative de la santé financière de la Société, LAB Hongrie a su maintenir le niveau de ses produits comparable à l'exercice précédent par son habileté à attirer une clientèle cible en pouvant lui offrir des prix compétitifs grâce à ses coûts liés à l'environnement relativement bas, à une augmentation continue des activités au Japon et au renouvellement de son certificat BPL en 2008.

Au cours des six premiers mois de 2009, la marge brute globale (telle que décrite dans une section précédente) a atteint 27,8 %, contre 32,7 % générés au cours de la même période de 2008. La marge brute de LAB Hongrie a augmenté de 9,9 % négatif à 7,5 % positif, alors qu'elle a diminué de 11,7 % et 51,3 % au Canada et au Danemark, respectivement. Ces écarts sont directement liés à la performance des produits malgré la restructuration effectuée en Europe.

Pour les six premiers mois de 2009, nos frais de vente et frais généraux et administratifs se sont élevés à 5,1 millions de dollars, comparables aux produits enregistrés au cours de la même période en 2008, représentant 19,1 %, 16,3 % de nos produits, respectivement.

Notre BAIIA (tel que décrit dans une section précédente) a été de 1,7 million de dollars, comparativement à 5,5 millions de dollars pour la même période de. Notre BAIIA rajusté, déduction faite du change étranger et des frais de restructuration, a atteint 2,1 millions de dollars, comparativement à 5,0 millions de dollars pour la même période de 2008, représentant 7,8 %, 15,7 % des produits, respectivement. Le BAIIA rajusté a diminué entre 2009 et 2008 et la diminution est attribuable à une performance moindre que prévue des produits au Danemark et au Canada.

La dotation aux amortissements des six premiers mois de 2009 a été de 3,2 millions de dollars, comparativement à 2,5 millions de dollars pour la même période de 2008. Cette augmentation résulte principalement d'une dotation aux amortissements additionnelle attribuable aux travaux d'agrandissement au Canada de 2008.

Les intérêts débiteurs pour les six premiers mois de 2009 ont totalisé 1,4 million de dollars, comparativement à 1,1 million de dollars pour la période correspondante de 2008. Cette augmentation résulte principalement de la dette additionnelle liée aux projets d'agrandissement au Canada et au Danemark en 2008.

La perte de change des six premiers mois de 2009 s'est élevée à 0,4 million de dollars, comparable à un gain de 0,6 million de dollars pour la même période de 2008. Cette augmentation de la perte concerne principalement la Hongrie où, au cours du premier trimestre, l'euro s'était amélioré par rapport au forint hongrois créant ainsi une perte de change réalisée et non réalisée sur la conversion de la dette à long terme libellée en euros et des avances faites par LAB Danemark et LAB Hongrie.

Un recouvrement d'impôts de 0,2 million de dollars a été reconnu au cours des six premiers mois de 2009, comparativement à une dépense de 0,5 million de dollars pour la même période de 2008. Le recouvrement d'impôts de 2009 inclut une économie d'impôts sur nos pertes au Danemark.

La perte nette des six premiers mois de 2009 s'est élevée à 2,6 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 1,3 million de dollars pour la période correspondante de 2008. La perte par action de 0,15 \$ (0,15 \$ par action sur une base diluée), considérant une moyenne pondérée d'actions en circulation de 18 088 545 (de base), comparativement à un bénéfice par action de 0,07 \$ (0,07 \$ par action sur une base diluée), considérant une moyenne pondérée d'actions en circulation de 18 056 714 (de base) pour la même période de 2008.

Situation de trésorerie et sources de financement

Au 30 juin 2009, notre découvert bancaire était de 1,1 million de dollars, comparativement à 1,4 million de dollars au 31 mars 2009 et à une encaisse de 0,1 million de dollars au 31 décembre 2008. Les produits provenant du prêt d'IQ et de l'Émission de Droits renforcera notre position de liquidités et, combiné à une amélioration de notre performance financière, permettra de satisfaire les obligations financières de la Société.

Au cours du deuxième trimestre de 2009, un montant de 0,4 million de dollars a été utilisé pour nos activités d'exploitation, comparativement à 0,5 million de dollars généré pour la même période de 2008. Cet écart négatif est principalement dû à la diminution des produits reportés au Canada et au Danemark attribuable à une diminution des ventes, tel que déjà décrit dans le sommaire des opérations décrit ci-dessus. Au cours du deuxième trimestre de 2009, 0,4 million de dollars ont été utilisés pour les activités d'exploitation comparativement à 1,5 million de dollars, déduction faite de 0,9 million de dollars pour régler le litige avec Akela Pharma Inc., utilisé au cours du premier trimestre de 2009. L'écart positif entre les premier et deuxième trimestres de 2009 est attribuable à l'amélioration de la performance financière. Pour les six premiers mois de 2009, un montant de 1,9 million de dollars a été utilisé pour les activités d'exploitation, déduction faite de 0,9 million de dollars pour régler le litige avec Akela, comparativement à 0,9 million de dollars générés en 2008. L'écart négatif est attribuable à une diminution de la performance financière et du niveau moindre des produits reportés en 2009.

Au cours du deuxième trimestre de 2009, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont totalisé 1,2 million de dollars, provenant de l'émission de la dette à long terme de 2,3 millions de dollars (au Canada), déduction faite des remboursements de la dette à long terme et des contrats de location-acquisition de 0,7 million de dollars et une diminution du découvert bancaire de 0,4 million de dollars. Au cours du deuxième trimestre de 2008, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont totalisé 10,6 millions de dollars, provenant de l'émission de la dette à long terme de 11,3 millions de dollars (au Canada), déduction faite des remboursements de la dette à long terme et des contrats de location-acquisition de 0,8 million de dollars. Pour les six premiers mois de 2009, nos flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont totalisé 2,9 millions de dollars, provenant de l'émission de la dette à long terme de 2,3 millions de dollars (au Canada), des produits des contrats de cession-bail pour de l'équipement de 1,2 million de dollars (au Danemark), déduction faite des remboursements de la dette à long terme et des contrats de location-acquisition de 1,7 million de dollars et une augmentation du découvert bancaire de 1,1 million de dollars. Pour les six premiers mois de 2008, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont totalisé 10,1 millions de dollars, provenant de l'émission de la dette à long terme de 11,4 millions de dollars (au Canada et au Danemark), déduction faite des remboursements de la dette à long terme et des contrats de location-acquisition de 1,4 million de dollars.

Au cours des deuxièmes trimestres de 2009 et 2008, les flux de trésorerie générés et utilisés pour des activités d'investissement ont totalisé 0,1 million de dollars et 9,7 millions de dollars, respectivement. En 2009, l'achat d'équipement principalement au Canada et au Danemark a totalisé 0,5 million de dollars, compensé par une subvention de 0,5 million de dollars liée au projet d'agrandissement au Canada. Au cours de 2008, 9,7 millions de dollars ont été utilisés principalement pour le projet d'agrandissement du site canadien. Au cours des six premiers mois de 2009 et 2008, les flux de trésorerie utilisés pour des activités d'investissement ont totalisé 0,3 million de dollars et 13,1 millions de dollars, respectivement. En 2009, l'achat d'équipement principalement au Canada et au Danemark a totalisé 1,6 million de dollars, compensé par deux subventions relativement au projet d'agrandissement du site canadien, et totalisant 1,5 million de dollars. Au cours de 2008, 13,1 millions de dollars ont été utilisés principalement pour le projet d'agrandissement du site canadien. Vu notre niveau d'endettement et capacité excédentaire, toutes les initiatives de croissance interne ont été reportées et un minimum de dépenses en immobilisations ont été engagées aux premier et deuxième trimestres de 2009.

Au 30 juin 2009, notre ratio de fonds de roulement était de 0,28:1, contre 0,30:1 au 31 décembre 2008. LAB Canada n'étant pas en conformité avec ses clauses restrictives bancaires relatives aux ratios financiers, la dette canadienne à long terme a été classée dans les passifs à court terme, ce qui explique le faible ratio de fonds de roulement à ces dates. Le prêt de 7,5 millions de dollars d'IQ et la clôture de l'Émission de Droits aux actionnaires aidera à ramener le fonds de roulement à près de 1:1.

Habituellement, nous facturons un pourcentage du contrat total, dès la signature des contrats. Les produits reportés représentent les montants facturés et/ou perçus mais non gagnés par la prestation de service à nos clients. Au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008, le niveau des produits reportés s'établissait à 8,0 millions de dollars et 9,2 millions de dollars, respectivement. Alors que les produits reportés ont diminué au Canada et en Hongrie de 1,4 million de dollars, ils ont augmenté de 0,2 million de dollars au Danemark. La

diminution des produits reportés s'explique par une diminution des ventes au Canada et en Hongrie au cours du dernier trimestre. Les travaux en cours sont liés aux services réalisés mais facturables plus tard selon les termes des ententes.

Nous finançons une partie de l'acquisition de nos immobilisations corporelles à l'aide de la dette à long terme. Toute la dette à long terme de la Société est liée aux immobilisations (veuillez vous reporter à la section des engagements contractuels par année) et l'amortissement des paiements s'échelonne sur une période de 2 à 30 ans, et la moyenne était de 12 années au 30 juin 2009. Nous sommes conscients que, vu les conditions actuelles du marché, le financement par emprunt puisse être perçu comme un risque pour la Société. La direction est toujours d'avis que la stratégie de maximiser la dette à long terme à taux variables pour l'achat d'actifs à long terme est appropriée et bénéficiera aux actionnaires. En tenant compte de la longue période d'amortissement de notre dette (moyenne de 12 années), de la réduction des intérêts débiteurs (plus de 95 % de la dette est variable) et du bas niveau du service de la dette en 2009, la direction est encore de l'avis que les actifs à long terme devraient être financés par la dette à long terme. Puisque le projet triennal d'agrandissement a été complété en décembre 2008, la Société peut maintenant concentrer ses efforts pour maximiser les récents agrandissements et améliorer le niveau des activités d'exploitation. Au 30 juin 2009, la Société avait une capacité d'emprunt à court terme de 4,1 millions de dollars, dont 1,1 million de dollars étaient utilisés. Veuillez vous référer à la section de la gestion du risque financier pour plus de détails.

Alors que le dollar canadien constitue la monnaie fonctionnelle de notre Société, la majorité de nos produits est libellée en devises étrangères. Par conséquent, dans le but de nous protéger contre la volatilité des flux de trésorerie en devises étrangères, nous évaluons quotidiennement la fluctuation des taux et nous convertissons les flux de trésorerie prévus provenant de nos ventes libellées en dollars américains. Une politique de couverture est en place et considérant la latitude que nous avons avec la banque, associé à notre évaluation du risque, nous mettons en place des contrats de couverture pour les devises avec lesquelles nous transigeons. Au 30 juin 2009, la Société n'était liée n'a aucun engagement de vente de devises en circulation.

Afin de préserver ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, émettre ou rembourser sa dette à long terme, émettre des actions, racheter des actions, payer des dividendes ou entreprendre d'autres activités qu'elle juge opportunes selon les circonstances. Depuis le PAPE, dans le cadre duquel la Société a obtenu 46,0 millions de dollars, soit un reclassement de titres dont le produit de 31,0 millions de dollars a été remis à Akela, anciennement société mère de LRI, et 15,0 millions de dollars conservés par LAB Recherche, la Société a financé sa croissance interne avec des emprunts bancaires conventionnels, des contrats de location-acquisition et les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation. En août 2009, la Société a déposé un prospectus simplifié relativement à l'Émission de Droits à ses actionnaires pour un produit brut maximal de 15,6 millions de dollars. La Société n'a pas payé de dividendes.

En 2008, la Société a contracté de nouvelles dettes à long terme pour financer l'agrandissement des installations canadiennes. Compte tenu de la performance décevante du site hongrois et du bas niveau de rentabilité du site canadien dû à l'agrandissement et, donc, à l'augmentation de ses coûts indirects, la dette à long terme de la Société est supérieure à son levier financier visé et, par conséquent, les lecteurs doivent réaliser les implications d'une telle situation.

Au cours des troisième et quatrième trimestres de 2008, la Société a examiné une série d'initiatives afin d'améliorer sa performance et sa flexibilité financière, et des mesures de contrôle des coûts ont été mises en place, incluant des licenciements importants en Hongrie et au Danemark. Aucune prime de rendement n'a été déclarée en 2008, et aucune augmentation de salaires n'a été accordée en 2009. Tel que ci-haut mentionné, et jusqu'à ce que les conditions du marché s'améliorent, toutes les initiatives de croissance interne ont été reportées jusqu'à nouvel ordre, et seulement un minimum de dépenses en immobilisations furent engagées au cours du premier trimestre de 2009. En avril 2009, la Société a obtenu un prêt de 7,5 millions de dollars qui, avec l'Émission de Droits aux actionnaires, augmentera nos liquidités et, associé à l'amélioration de sa performance financière, lui permettra de satisfaire ses obligations financières.

Carnet de commandes et ratio de commandes sur les produits

Au 30 juin 2009, notre carnet de commandes (représentant la valeur des contrats conclus avec des clients pour des services n'ayant pas encore été rendus) s'établissait à 28,0 millions de dollars, comparativement à 34,5 millions de dollars au 31 mars 2009. Malgré le fait que notre carnet de commandes ait diminué de 18,7 % depuis le 31 mars 2009, il représentait au 30 juin 2009, selon les produits moyens des six premiers mois de 2009, 6 mois de produits pour LAB Canada, 5 mois de produits pour LAB Danemark et 13 mois de produits pour LAB Hongrie. Au 30 juin 2009, le carnet de commandes était comparable au carnet de commandes à la même date en 2008. Malgré un niveau élevé d'offres de services, le carnet de commandes actif a diminué de 16,0 millions de dollars à 11,8 millions de dollars en raison de la baisse des taux de conversion attribuable aux changements dans les pratiques d'impartition de nos clients et une perception négative concernant les relations bancaires canadiennes et le niveau de liquidités de la Société. En raison d'une capacité excédentaire dans notre secteur, les clients ont tendance à ne plus commander des produits et services longtemps avant la date de démarrage des études, surtout pour les services de base. Ceci se traduit par une augmentation des produits dans un trimestre donné pour des contrats signés lors de ce même trimestre. Pour cette raison, le carnet de commandes à lui seul ne peut fournir une vue d'ensemble

de la performance du prochain trimestre. Le niveau d'offres de services ainsi que l'historique des contrats signés de la Société demeurent les meilleurs outils de référence.

Le ratio de commandes sur les produits se rapporte à la valeur des contrats conclus (excluant les annulations) dans une période donnée, divisée par les produits nets comptabilisés au cours de cette même période. Pour le deuxième trimestre de 2009, le ratio consolidé des commandes sur les produits a été de 0,53:1, comparativement à 0,94:1 pour la période correspondante de 2008. Pour les six premiers mois de 2009, le ratio des commandes sur les produits était de 0,68:1, comparativement à 1,06:1 pour la période correspondante de 2008. Les contrats signés au cours des six premiers mois de 2009 furent moindres que prévus ce qui explique la diminution du ratio de commandes sur les produits. Pour les six premiers mois de 2009, le ratio de commandes sur les produits était à 0,58:1, 0,62:1 et 1,38:1 au Canada, Danemark et Hongrie, respectivement. La Société est consciente des conséquences d'un carnet de commandes inférieur à 1:1 sur une longue période et concentre tous ses efforts afin de résoudre cette situation le plus rapidement possible. La direction est confiante que l'Émission de droits aux actionnaires réussira à rétablir la confiance des clients actuels et potentiels dans la santé financière de la Société.

Gestion des risques financiers (tous les montants dans cette section sont en milliers de dollars canadiens)

Les principaux instruments financiers de la Société sont la trésorerie et équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres sommes à recevoir, les créditeurs et autres charges à payer, et la dette à long terme. Les informations concernant les expositions aux risques, principalement les risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que les informations relativement à la juste valeur sont présentées ci-dessous.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit fait référence au risque que survienne une perte imprévue si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. La trésorerie, les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres sommes à recevoir sont les instruments financiers qui sont les plus susceptibles d'être exposés à ce risque. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières solvables. La Société transige avec de nombreux débiteurs dispersés géographiquement. Les produits par secteur géographique sont divulgués à la note 13 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés.

La plupart de nos ventes sont assorties de modalités de paiement exigeant leurs règlements dans les 30 à 60 jours suivant leur facturation. La Société effectue une évaluation périodique du crédit de sa clientèle et n'exige généralement pas de garantie. Des provisions sont enregistrées en cas de pertes potentielles de crédit sur la base du risque de crédit, des tendances historiques, des conditions économiques générales et autres informations pertinentes. La Société a également établi des procédures afin d'interrompre l'envoi d'un rapport lorsqu'un client n'a pas effectué le paiement de ses factures en souffrance. En raison de la crise des marchés des capitaux, certains clients pourraient faire face à des difficultés financières. La Société a exercé et continuera d'exercer un contrôle strict pour s'assurer que les paiements sont faits en temps voulu. Même si les contrôles et procédés qu'emploie la Société en matière de crédit atténuent le risque de crédit, ils ne peuvent pas l'éliminer complètement, et rien ne garantit qu'ils demeureront efficaces. Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2009, un client de la Société a représenté plus de 10 % de son chiffre d'affaires (nul en 2008), et un client représentait 11 % des comptes clients de la Société à cette même date (un client représentait 10 % de ces comptes en 2008). Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009, un client de la Société a représenté 11 % de son chiffre d'affaires (nul en 2008).

La Société ramène un compte client à sa valeur de réalisation prévue dès qu'elle détermine qu'elle ne pourra en recouvrer le plein montant et impute une telle réduction de valeur à ses résultats sauf si une provision pour créances douteuses a été constituée dans des périodes antérieures, auquel cas le montant de cette radiation est porté en réduction de cette provision. La Société revoit mensuellement le montant de cette provision en s'appuyant sur une évaluation, par client, de la recouvrabilité des comptes clients, tenant compte à cette fin des montants en souffrance et de toute information suggérant qu'un client éprouve des problèmes de liquidité ou que la poursuite de ses activités est menacée.

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et du prêt à un haut dirigeant représente le montant maximal du risque de crédit de la Société. Au 30 juin 2009, les débiteurs et autres sommes à recevoir présentés au bilan consolidé de la Société incluaient 6 580 \$ (9 398 \$ en 2008) de comptes clients, dont une somme de 498 \$ due depuis 91 jours et plus (994 \$ en 2008). Au 30 juin 2009, des comptes clients de 23 \$ (516 \$ en 2008) étaient provisionnés, et une mauvaise créance de nul (5 \$ en 2008) avait été passée en charges pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2009 et un montant nul pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009 (22 \$ en 2008).

b) Risque de change

Les risques de change se limitent à la portion des activités commerciales de la Société qui sont libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de chaque secteur d'exploitation et à la valeur convertie des actifs et passifs monétaires libellés dans une

monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de chaque secteur d'exploitation à la date du bilan. L'objectif de la Société en matière de gestion des flux de trésorerie exposés au risque de change consiste à conclure dans la mesure du possible des transactions dans la monnaie fonctionnelle de chaque secteur d'exploitation et en utilisant des contrats de change à terme. Un contrat de change à terme représente une obligation d'acheter ou de vendre à l'autre partie des devises étrangères. Le risque de crédit existe dans l'éventualité que l'autre partie ne puisse satisfaire à ses obligations. La Société diminue ce risque en faisant affaire seulement avec des parties solvables, notamment avec une institution financière canadienne.

Au 30 juin 2009, la Société n'avait aucun contrat de change à terme en cours.

Les taux de change suivants sont ceux des périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2009 et 2008:

	Trois mois terminés le 30 juin,		Six mois terminés le 30 juin,	
	2009	2008	2009	2008
\$ US en \$ CA	1,1672	1,0100	1,2062	1,0007
Forints hongrois en \$ CA	0,0056	0,0064	0,0055	0,0061
Couronnes danoises en \$ CA	0,2134	0,2116	0,2155	0,2068
Euros en forints hongrois	285,3124	247,7008	289,6262	253,2200
Francs suisses en forints hongrois	188,4905	153,7065	192,4858	157,7333
Livre sterling en couronnes danoises	8,4698	9,4114	8,3362	9,6174

Les taux de change suivants sont les taux appliqués aux dates de bilan du 30 juin 2009 et 2008.

	30 juin	
	2009	2008
\$ US en \$ CA	1,1630	1,0197
Forints hongrois en \$ CA	0,0060	0,0068
Couronnes danoises en \$ CA	0,2191	0,2153
Euros en forints hongrois	273,0254	235,4503
Francs suisses en forints hongrois	179,1165	146,3919

Le tableau suivant indique les principaux éléments qui étaient exposés au risque de change au 30 juin 2009:

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$ US	Euros	Francs suisses
Trésorerie et équivalents de trésorerie	271	14	-
Débiteurs et autres sommes à recevoir	1 970	760	-
Travaux en cours	751	668	-
Autres éléments d'actifs	65	-	-
Créditeurs et charges à payer	(497)	(630)	(14)
Dette à long terme	-	(5 718)	(141)
	2 560	(4 906)	(155)

Compte tenu des positions en devises de la Société indiquées ci-dessus, et en supposant que toutes les autres variables sont demeurées inchangées, toute variation des taux de change présentée dans le tableau précédent à la suite d'une appréciation de 5 % de la monnaie fonctionnelle aurait augmenté (diminué) le bénéfice net comme suit :

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$ US	Euros	Francs suisses
Augmentation (diminution) du bénéfice net	127	(245)	(7)

Une dépréciation hypothétique de 5 % de la monnaie fonctionnelle aurait eu une incidence équivalente, mais contraire, sur les montants en devises indiqués ci-dessus, en supposant que toutes les autres variables sont demeurées les mêmes.

Selon les bénéfices enregistrés par les filiales en propriété exclusive de la Société, une appréciation hypothétique de 5 % de leur monnaie fonctionnelle aurait augmenté le bénéfice net consolidé de la Société d'un montant nominal. Une dépréciation hypothétique de 5 % de leur monnaie fonctionnelle aurait eu une incidence équivalente, mais contraire, sur le bénéfice net consolidé, en supposant que toutes les autres variables sont demeurées les mêmes.

Au 30 juin 2009, LAB Hongrie avait des emprunts à long terme contractés auprès de LAB Danemark, libellés en euros (2 244 491 €) et en couronnes danoises (1 160 000 DKK) totalisant 3 916 \$. Une appréciation hypothétique de 5 % de la devise hongroise par rapport à l'euro et à la couronne danoise aurait augmenté le bénéfice net comme suit, en supposant que toutes les autres variables sont demeurées les mêmes.

	Euros	Couronnes danoises
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		
Augmentation du bénéfice net	183	13

Une dépréciation hypothétique de 5 % du forint hongrois par rapport à l'euro et la couronne danoise aurait eu une incidence équivalente, mais contraire, sur les montants en devises indiqués ci-dessus, en supposant que toutes les autres variables sont demeurées les mêmes.

c) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux risques de fluctuation des taux d'intérêt relativement aux emprunts bancaires et aux emprunts pour du matériel, qui sont libellés en dollars canadiens, de même qu'aux emprunts bancaires et aux emprunts renouvelables libellés en euros et à certains emprunts bancaires libellés en couronnes danoises, lesquels portent intérêt à des taux variables. Une fluctuation des taux d'intérêt aurait une incidence sur le bénéfice net de la Société. D'après la valeur de la dette à long terme portant intérêt à taux variable, une hausse hypothétique de 0,5 point de pourcentage des taux d'intérêt aurait diminué le bénéfice net de 66 \$ (de 42 \$ en 2008) pour de la période de trois mois terminée le 30 juin 2009 et aurait augmenté la perte de 131 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009 (bénéfice net diminué de 85 \$ en 2008), et une baisse hypothétique de 0,5 point de pourcentage aurait eu un effet contraire mais équivalent.

Si la Convention Révisée devait être mise en place, les taux d'intérêt augmenteraient de 1 % à 1,5 %, ce qui représenterait pour la Société des intérêts débiteurs annuels supplémentaires de 368 \$ à 552 \$.

La Société ne comptabilise aucun passif financier à taux fixe à la juste valeur par des bénéfices. Par conséquent, une variation des taux d'intérêts au 30 juin 2009 n'aurait aucune incidence sur les bénéfices.

Pour les périodes de trois et de six mois terminées les 30 juin 2009 et 2008, le montant net des intérêts débiteurs s'établit comme suit :

	Trois mois terminés le 30 juin,		Six mois terminés le 30 juin,	
	2009	2008	2009	2008
Intérêts débiteurs sur la dette à long terme	609 \$	551 \$	1 290 \$	1 106 \$
Intérêts débiteurs sur les contrats de location-acquisition	32	22	64	47
Intérêts sur la dette à long terme	641	573	1 354	1 153
Intérêts créditeurs	-	(11)	-	(47)
Intérêts, montant net	641 \$	562 \$	1 354 \$	1 106 \$

d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. Tel qu'indiqué à la note 8 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés, la Société gère ce risque par la gestion de sa structure de capital et de son levier financier. En outre, elle gère le risque de liquidité en surveillant constamment ses flux de trésorerie réels et projetés. Son conseil d'administration examine et approuve ses budgets d'exploitation et d'investissement ainsi que toute opération importante conclue hors du cours normal des activités.

Se reporter à la rubrique « Obligations contractuelles » ci-après pour le tableau indiquant les obligations contractuelles et les montants exigibles des passifs financiers, par année civile, au 30 juin 2009.

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2009, nos engagements contractuels futurs consistaient principalement en des obligations découlant d'emprunts à terme garantis pour l'acquisition de biens et de matériel de laboratoire, de contrats de location-exploitation et de location-acquisition pour les installations et le matériel de bureau et de contrats de services.

Au 30 juin 2009, la Société n'était engagée dans aucune activité hors bilan à caractère spéculatif. Au 30 juin 2009, elle n'a signé aucun contrat de change à terme de gré à gré dans le but de vendre des dollars américains, mais elle a suivi et suit toujours très étroitement son exposition aux fluctuations des taux de change.

Le tableau suivant présente les dates d'échéance contractuelle des passifs financiers et des obligations contractuelles de la Société, par année civile, au 30 juin 2009:

	2009	2010	2011	2012	2013	2014 et par la suite	Total
Dettes à long terme ¹⁾	37 785 \$	1 993 \$	4 393 \$	1 603 \$	1 572 \$	10 767 \$	58 113
Intérêt sur la dette à long terme ¹⁾	1 405	1 909	933	812	702	8 505	14 266
Contrats de service	325	263	76	38	16	34	752
Obligations locatives	108	200	118	32	19	40	517
Total des obligations contractuelles	39 623 \$	4 365 \$	5 520 \$	2 485 \$	2 309 \$	19 346 \$	73 648

¹⁾ Y compris les obligations en vertu de contrats de location-acquisition

Au 30 juin 2009, la Société avait des engagements chiffrés à 2,8 millions de dollars pour le matériel de l'agrandissement des installations au Canada.

Sommaire des résultats trimestriels

L'information trimestrielle non vérifiée ci-dessous a été dressée sur la même base que celle des états financiers annuels consolidés. Les résultats trimestriels ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour toute période future.

	2009		2008				2007	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Produits	13 885	12 987	12 839	14 110	16 120	15 429	13 243	14 138
Bénéfice net (perte) des opérations poursuivies	316	(2 961)	(6 723)	(1 171)	748	547	(1 718)	1 016
Bénéfice (perte) par action								
de base	0.02	(0.16)	(0.37)	(0.06)	0.04	0.03	(0.09)	0.06
dilué (e)	0.02	(0.16)	(0.37)	(0.06)	0.04	0.03	(0.09)	0.05

La perte du premier trimestre de 2009 est principalement attribuable à des pertes de change de 1,5 million de dollars et à un produit moindre que prévu ainsi qu'à une proportion élevée de coûts d'exploitation fixes (coûts plus élevés suite à l'agrandissement de la bâtisse canadienne complété en décembre 2008). La perte des troisième et quatrième trimestres de 2008 est attribuable à i) une performance réduite de l'établissement hongrois (voir tableau ci-dessous), qui a inscrit des produits moindres que prévus, alors que ses charges se sont accrues à cause de l'agrandissement récent de ses installations, de l'embauche de nouveaux gestionnaires, du règlement du litige et des charges de restructuration; ii) une performance moindre que prévue du site canadien suite à l'embauche et à la formation de nouveaux employés requis suite à l'agrandissement; et iii) des produits moindres que prévus et des charges de restructuration du site danois. La perte du quatrième trimestre de 2008 tient compte du règlement des frais de litige de 1,1 million de dollars et de la radiation des frais de financement reportés de 0,5 million de dollars. La diminution des bénéfices nets des premier et deuxième trimestres de 2008 est attribuable à une performance inférieure de l'établissement hongrois (voir tableau ci-dessous) générant ainsi des produits moindres que prévus, et à des frais plus importants liés à l'agrandissement de ses installations en 2007 et à l'embauche de nouveaux gestionnaires.

La diminution des bénéfices nets du quatrième trimestre de 2007 était attribuable à des produits moindres que prévus ainsi qu'à des charges plus importantes, notamment une provision pour créances douteuses de 0,6 million de dollars en Hongrie, ce qui a donné lieu à une perte de 1,7 million de dollars pour LAB Hongrie (voir tableau ci-dessous), et une charge d'impôts de 0,4 million de dollars résultant d'une diminution des taux d'imposition futurs fédéraux au Canada prescrits par la loi, ce qui a entraîné une évaluation négative de nos actifs d'impôts futurs. Le tableau ci-dessous démontre l'incidence de la performance de LAB Hongrie sur les résultats consolidés de la Société ainsi que l'incidence du gain ou de la perte de change sur la performance de LAB Hongrie.

	2009		2008				2007	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Bénéfice net (perte) de LAB Hongrie	588	(2 068)	(3 643)	(1 199)	(400)	(612)	(1 733)	(492)
(Perte) gain de change de LAB Hongrie	1 024	(1 384)	(296)	(231)	609	136	(339)	(145)
(Perte) gain de change consolidé	1 070	(1 512)	(887)	(130)	586	33	(174)	31

Opérations entre apparentés

En avril 2007, la Société a accordé un prêt, d'une durée de cinq ans et pour un montant de 0,3 million de dollars, au président et chef de la direction de la Société, en vue de financer l'incidence fiscale des actions ordinaires qui lui avaient été émises parallèlement au PAPE. Le prêt porte intérêt à un taux correspondant au coût d'emprunt de la Société ou au taux d'intérêt équivalent à ce que la Société aurait perçu sur un tel montant, selon le cas. Les intérêts sont versés à la Société sur une base régulière, et aucun intérêt n'était dû au 30 juin 2009.

Données sur les actions en circulation

Le 12 août 2009, la Société avait 18 089 360 actions ordinaires émises et en circulation, et 1 570 234 options en cours représentant 8,7 % du total des actions en circulation, dont 613 067, ou 39,0 % étaient acquises. Au cours de 2009, 287 500 options ont été attribuées, 2 380 ont été exercées, et 10 833 options ont été annulées. Le prix d'exercice moyen pondéré de toutes les options émises et de toutes les options pouvant être exercées est de 3,49 \$ et de 4,17 \$, respectivement.

Litiges

- i) Le 21 décembre 2007, l'un des anciens fournisseurs de LAB Recherche lui a signifié une requête introductive d'instance réclamant un montant de 1,4 million de dollars pour la rupture d'un droit de premier refus. Le 7 mai 2008, LAB Recherche a signifié son dossier de défense niant toute responsabilité quant à la requête et a déposé une demande reconventionnelle pour des dommages causés par ce même fournisseur lors de la construction de la phase précédente d'agrandissement des installations canadiennes. La Société ne prévoit pas que le règlement de cette affaire aura une incidence négative sur sa situation financière.
- ii) LAB Recherche est partie à d'autres litiges qui se produisent dans le cours normal de ses activités. LAB Recherche ne prévoit pas que l'issue de ces affaires aura une incidence négative importante sur sa situation financière ni sur ses résultats d'exploitation.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

En vertu du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la Société a déposé des certificats signés par le chef de la direction et la vice-présidente aux finances qui, entre autre chose, attestent la conception des procédures et contrôles liés à la communication d'informations ainsi que la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Le cadre en vertu duquel les contrôles internes à l'égard de l'information financière utilisés par le chef de la direction et la vice-présidente aux finances sont établis est un modèle reconnu dans le cadre intégré du contrôle interne (Internal Control – Integrated Framework) du Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO »).

Au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2009, la Société n'a effectué aucun changement dans la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui aurait eu une incidence importante au niveau des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

Conventions comptables critiques

Pour établir les états financiers consolidés selon les PCGR, la direction doit faire certaines estimations et poser certains jugements et hypothèses qui, à son avis, sont raisonnables compte tenu de l'information dont elle dispose. Ces estimations et hypothèses ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs à la date des états financiers et sur les montants déclarés des produits et des charges des périodes considérées. Les conventions comptables qu'elle considère comme critiques reposent sur les jugements particulièrement difficiles, subjectifs et complexes, et elles sont de la plus haute importance pour une compréhension et une évaluation complètes de ses états financiers consolidés. Ces conventions comptables sont exposées dans les paragraphes ci-dessous.

Les produits de LAB Recherche se composent des produits tirés de la prestation de services aux clients et ils sont constatés à mesure que les services sont rendus par LAB Recherche. La Société constate ses produits en déterminant l'état d'avancement des travaux effectués pour chaque contrat par rapport à l'ensemble des services devant être fournis. Les travaux en cours correspondent aux montants à recevoir pour services rendus, lesquels ne deviennent facturables que conformément aux modalités de paiement prévues aux contrats. Les produits reportés correspondent à des montants facturés ou perçus sans avoir encore été gagnés par la prestation de services aux clients.

Les produits qui portent sur plusieurs éléments sont considérés comme relevant d'accords de prestations multiples générateurs de produits. Ces accords exigent l'identification d'unités de comptabilisation distinctes et la répartition des produits entre les unités de comptabilisation en fonction de leur juste valeur relative ou selon la méthode de la valeur résiduelle. Les produits de chaque unité de comptabilisation sont alors enregistrés selon ce qui est décrit ci-dessus.

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont indiqués au coût et amortis sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire. La Société passe régulièrement en revue les coûts liés aux immobilisations corporelles et aux actifs incorporels afin de déterminer s'ils ont subi une dépréciation lorsque des circonstances ou des changements dans les activités indiquent que la valeur comptable des actifs excède la somme des flux de trésorerie qui devraient découler de l'utilisation et de la cession de ces actifs. Le jugement de la direction quant à l'existence d'indicateurs de dépréciation est fondé sur des facteurs juridiques, sur la conjoncture économique et sur le rendement de l'exploitation. Des événements futurs pourraient porter la direction à conclure qu'il existe des indicateurs de dépréciation et que la valeur comptable des immobilisations corporelles et des actifs incorporels de LAB Recherche a subi une dépréciation. Toute perte de valeur qui en découlerait pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur la situation financière de la Société et sur ses résultats d'exploitation.

La rémunération à base d'actions est comptabilisée, pour toutes les options attribuées, selon la méthode fondée sur la juste valeur. Selon cette méthode, la charge de rémunération est évaluée à la juste valeur à la date d'attribution et elle est passée en charges sur la période d'acquisition des attributions. La Société utilise le modèle de Black et Scholes pour calculer la valeur des options, ce qui exige le recours à certaines hypothèses, y compris la volatilité future du cours de l'action et le délai prévu jusqu'à l'exercice des options. Tout changement à ces hypothèses, ou le recours à une méthode d'évaluation différente, pourrait entraîner une variation de la juste valeur de la rémunération à base d'actions, ce qui pourrait avoir des conséquences importantes sur les résultats de la Société. Le tableau suivant présente la rémunération à base d'actions projetée quant aux options en circulation au 30 juin 2009.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
(en milliers de dollars)	402	277	190	60	7	1

Il y avait 1 570 234 options en circulation au 30 juin 2009, dont un total de 1 092 734 options attribuées (déduction faite des options exercées et annulées) en date du PAPE. À compter d'août 2011, lorsque les options attribuées au PAPE auront toutes été acquises, la rémunération à base d'actions diminuera substantiellement.

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés selon la méthode axée sur le bilan aux termes de laquelle les actifs et les passifs d'impôts futurs sont constatés, pour tenir compte des incidences fiscales futures des écarts entre la valeur comptable inscrite aux états financiers des actifs et des passifs existants et leur valeur fiscale respective, ainsi que de la perte d'exploitation et des crédits d'impôt reportés prospectivement. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés, d'après les taux d'imposition en vigueur, qui devraient s'appliquer au bénéfice imposable des exercices au cours desquels ces écarts temporaires devraient être réalisés ou être réglés. L'incidence sur les actifs et les passifs d'impôts futurs d'une modification des taux d'imposition est constatée dans les résultats de la période qui englobe la date d'entrée en vigueur. La direction constitue une provision pour moins-value qui est portée en diminution des actifs d'impôts futurs au titre des montants dont la réalisation n'est pas considérée comme étant « plus probable qu'improbable ». Pour évaluer le caractère réalisable d'un actif d'impôts, la direction détermine s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôts ne se réalisera pas. La réalisation ultime des actifs d'impôts futurs est tributaire du fait qu'un bénéfice imposable

futur sera dégagé dans les exercices au cours desquels ces écarts temporaires deviennent déductibles. Dans son évaluation, la direction tient compte de la résorption prévue des passifs d'impôts, du bénéfice imposable projeté des exercices à venir et des stratégies de planification fiscale.

Les **crédits d'impôt à la recherche** fédéraux et provinciaux sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût, selon laquelle les crédits sont constatés à titre de réduction du coût des actifs ou des dépenses correspondants dans l'exercice au cours duquel les crédits sont gagnés et lorsque leur recouvrement est raisonnablement assuré. Les crédits d'impôt à la recherche provinciaux sont remboursables, tandis que les crédits d'impôt fédéraux ne peuvent être compensés que par de l'impôt sur le revenu à payer. En raison de l'incertitude quant à l'acceptation par les autorités fiscales de la demande déposée et au montant de revenu imposable à générer dans les délais pour réclamer des crédits d'impôt à la recherche, la direction a besoin de procéder à des estimations.

Modification de conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2009, la Société a adopté le chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » du Manuel de l'ICCA, qui a remplacé le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ». La norme prévoit des directives sur la constatation des actifs incorporels conformément à la définition d'un actif et les critères pour la constatation d'un actif et apporte des éclaircissements sur l'application de la notion d'appariement des produits et des charges, sans égard au fait que ces actifs soient acquis séparément ou développés en interne. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Normes comptables futures

a) Normes comptables internationales

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que la date de la conversion des normes comptables canadiennes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») sera le 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, la Société devra présenter son information conformément aux IFRS pour ses états financiers intermédiaires et annuels pour l'exercice fiscal terminé le 31 décembre 2011.

En préparation à la conversion aux IFRS, la Société a élaboré un plan de travail relatif aux IFRS dont les phases, les activités, les échéances et l'état d'avancement sont résumés ci-après:

Phase 1: Analyse préliminaire et diagnostic

Activités	Identification des normes IFRS qui entraîneront des changements au niveau de la comptabilisation des états financiers consolidés et des informations à fournir. Classement des normes en fonction de leur impact attendu sur nos états financiers consolidés et des efforts requis au niveau de leur implantation.
Échéance	Fin de notre premier trimestre 2009
État d'avancement	Terminé

Phase 2: Analyse des normes

Activités	Analyse des différences entre les PCGR et les IFRS. Choix des conventions comptables que la Société appliquera de façon continue. Choix par la Société des allègements offerts par IFRS 1 à la date de transition. Calcul des impacts quantitatifs sur les états financiers consolidés. Analyse des informations à fournir. Préparation d'un projet d'états financiers consolidés et de notes. Identification des impacts collatéraux dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> - technologies de l'information; - contrôle interne à l'égard de l'information financière; - procédures et contrôles liés à la communication d'informations; - contrats; - rémunération; - fiscalité; - formation
Échéance	Nous avons préparé un échéancier détaillé qui répartit l'analyse de la majorité des normes jusqu'à la fin de notre exercice 2009.
État d'avancement	Commencé au cours du deuxième trimestre de notre exercice 2009

Phase 3: Mise en application

Activités	Préparation du bilan d'ouverture à la date de transition. Compilation des données financières comparatives. Élaboration des états financiers consolidés intermédiaires et des informations à fournir. Élaboration des états financiers consolidés annuels et des informations à fournir. Mise en application des modifications relatives aux impacts collatéraux.
Échéance	À la fin du premier trimestre de notre exercice 2010, nous planifions que notre bilan d'ouverture et nos données financières comparatives selon les IFRS seront complétées. Au cours de notre exercice 2011, nous présenterons nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ainsi que les informations à fournir selon les IFRS.
État d'avancement	Non débuté

Perspectives

Au cours des neuf derniers mois, la Société a fait face à un ralentissement économique, à une capacité excédentaire dans son secteur, à des clauses restrictives bancaires non rencontrées avec son banquier canadien et des liquidités limitées; ces facteurs ayant tous eu un impact négatif direct sur sa capacité à maintenir son niveau historique de ventes. En réponse à ces événements, la Société a réagi de façon proactive en procédant à 1) une restructuration de ses activités européennes et implantant des mesures de contrôle des coûts dans chacune des unités opérationnelles afin d'améliorer rapidement sa performance financière; 2) en restructurant sa dette canadienne, le tout sujet à la clôture du placement de droits; 3) en obtenant un prêt de 7,5 millions de dollars d'une agence gouvernementale; 4) en déposant un prospectus pour un placement de droits pouvant procurer si pleinement souscrit jusqu'à 15,6 millions de dollars; 5) en doublant son effectif en développement des affaires assurant la promotion de la gamme élargie de services et de la capacité; et 6) en obtenant un engagement ferme de 7,5 millions de dollars pour le placement de droits, sous réserve de certaines conditions. La direction est d'avis que toutes ces mesures permettront l'amélioration de la performance financière et aideront à regagner le support des marchés financiers et des partenaires commerciaux de la Société. La Société comprend bien que le placement de droits entraînera une dilution significative pour les actionnaires qui décideront de ne pas y participer. Cependant, elle est d'avis que le placement de droits demeure la meilleure alternative afin de protéger les intérêts des actionnaires et d'élever le niveau de capital requis afin de repositionner LAB pour de nombreuses années de croissance.

Les investissements en capital majeurs de 65 millions de dollars faits au cours des trois dernières années, qui ont pris la forme de quatre projets d'agrandissements distincts, se sont traduits par une augmentation de la capacité de 150 % pour la Société et ont permis d'élargir les services offerts par LRI. Par conséquent, LAB Recherche peut plus que doubler ses produits et augmenter son BAIIA d'une manière significative sans avoir besoin d'investissements importants additionnels. Finalement, le resserrement mondial des conditions de crédit a limité et continuera de limiter la demande des services précliniques au cours des prochains trimestres, puisque les entreprises pourraient se restructurer et revoir leurs priorités. Elles pourraient également faire face à des difficultés de financement. Nous estimons néanmoins avoir pris des décisions opportunes en assurant l'expansion de nos sites et en diversifiant nos gammes de produits pour rendre LRI plus attrayante à une clientèle beaucoup plus vaste.

Au 2^e trimestre 2009, la reprise soutenue du site hongrois, qui a eu une incidence importante sur nos résultats consolidés des deux derniers exercices, a manifestement lieu, grâce au dur travail des membres de notre personnel, anciens et nouveaux. Nous entrevoyons que le site hongrois générera des flux de trésorerie positifs au cours des prochains mois puisque ses carnets de commandes actif et total continuent de bénéficier de la confiance du marché suite au renouvellement du certificat de bonnes pratiques de laboratoire du site en octobre 2008 et à la signature de l'entente japonaise de développement des affaires.

Comme le montrent les mesures dont il vient d'être question, la direction continue de se concentrer résolument sur l'amélioration de la performance commerciale de LRI, qui doit commencer à se traduire par des produits supplémentaires significatifs au cours du quatrième trimestre de cette année.

Facteurs de risque

L'achat d'actions ordinaires de la Société comporte divers risques qui devraient être considérés par les acheteurs, notamment :

Notre niveau de dette pourrait nuire à nos résultats financiers futurs

L'agrandissement du site canadien, achevé récemment, a été financé principalement par un emprunt hypothécaire et l'utilisation de liquidités et des flux de trésorerie provenant de l'exploitation. Nous sommes conscients que le niveau d'endettement de la Société dépasse le taux d'endettement moyen de l'industrie. La Société a opté pour cette stratégie en raison de conditions d'emprunt favorables qui ne compromettront pas son potentiel de croissance ni ses résultats financiers. La dette est amortie sur une période de plus de 12 ans en moyenne; les frais d'emprunt étant variables, ils ont considérablement diminué au cours de la dernière année, pour atteindre moins de 5 % par année en moyenne. Au 30 juin 2009, LAB Canada était en défaut aux termes de sa facilité de crédit canadienne, si bien que la banque canadienne, aux termes de la facilité de crédit canadienne, a le droit d'exiger le remboursement des prêts en tout temps. Par conséquent, ces prêts aux termes de la facilité de crédit canadienne ont été inscrits en tant que passif à court terme dans les états financiers consolidés de la Société. Le 29 juillet 2009, la banque canadienne, sous réserve de certaines conditions, y compris la réalisation du placement, i) a irrévocablement renoncé au défaut relativement à ses engagements de respect des ratios financiers bancaires prévus dans la facilité de crédit canadienne au 31 décembre 2008, au 31 mars 2009 et au 30 juin 2009, ii) a suspendu jusqu'au 1^{er} juillet 2010 ses engagements de respect des ratios financiers bancaires établis dans la convention de crédit modifiée et mise à jour qui est en date du 2 mai 2008 et qui se rapporte à la facilité de crédit canadienne et les a remplacés par d'autres engagements financiers jusqu'à cette date, iii) a accordé à la Société un moratoire de remboursement relativement aux versements trimestriels du capital payables pour les trimestres se terminant le 30 septembre 2009 et le 31 décembre 2009, et iv) a modifié les taux d'intérêt applicables aux prêts.

Conjoncture économique et politique mondiale

Au cours de l'exercice 2008, l'économie et les marchés mondiaux ont été secoués par une crise accompagnée d'un resserrement du crédit et d'une récession dans la plupart des grandes économies, laquelle se poursuit en 2009. Les préoccupations continues concernant l'incidence systémique d'une récession éventuelle de longue durée et largement répandue, les coûts énergétiques, les enjeux géopolitiques, la disponibilité et le coût du crédit ainsi que le marché de l'habitation et le marché hypothécaire mondiaux ont contribué à la hausse de la volatilité du marché et ont diminué les attentes à l'égard des économies occidentales et émergentes. Ces conditions, conjuguées à la volatilité des prix du pétrole, au déclin des affaires et de la confiance des consommateurs et à l'augmentation du chômage, ont contribué à l'atteinte d'une volatilité sans précédent. En raison d'une telle conjoncture des marchés, l'illiquidité des marchés du crédit et l'augmentation des écarts de taux ont eu et pourraient continuer à avoir une incidence défavorable sur le coût et la disponibilité du crédit. Les préoccupations quant à la stabilité des marchés en général et la force des contreparties en particulier ont incité bon nombre de prêteurs et d'investisseurs institutionnels à réduire le crédit offert aux entreprises et aux consommateurs et, dans certains cas, à cesser d'en offrir. Ces facteurs ont entraîné une diminution des dépenses des entreprises et des consommateurs. La turbulence soutenue au sein des marchés canadiens et internationaux pourrait avoir une incidence défavorable sur la liquidité et la situation financière de LAB Recherche et de ses clients, y compris sur la capacité de LAB Recherche d'obtenir du financement dans l'avenir et d'accéder aux marchés des capitaux dans le but de satisfaire à ses besoins en matière de liquidités.

Une réduction des budgets de recherche et développement des sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités.

Nos clients incluent des chercheurs au sein de sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie. Notre capacité de continuer à croître et à obtenir de nouveaux contrats dépend en grande partie de la capacité et de la volonté des sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie de continuer à investir dans la recherche et développement. Des fluctuations des budgets de recherche et développement de ces chercheurs et de leurs organismes pourraient avoir une incidence importante sur la demande de nos services. Les budgets de recherche et développement fluctuent en raison des variations des ressources disponibles, des priorités de dépenses, des politiques budgétaires institutionnelles ainsi que des fusions de sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie. Nos activités pourraient être touchées défavorablement par une diminution importante des dépenses en recherche et développement en sciences biologiques par les sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie. De façon similaire, des facteurs économiques et des tendances sectorielles qui touchent nos clients dans ces secteurs, y compris les conditions de la conjoncture de financement en biotechnologie et la vigueur des marchés financiers, ont également une incidence sur nos activités.

L'incapacité d'obtenir le financement nécessaire à notre croissance pourrait nuire à nos affaires.

La Société s'est financée par l'émission de capital-actions au PAPE et depuis par des emprunts bancaires, des contrats de location-acquisition et par les flux de trésorerie provenant de ses activités. En conséquence de la crise des marchés financiers, il pourrait s'avérer

difficile d'obtenir le capital à long terme nécessaire à l'atteinte des objectifs de notre société. Il est impossible de garantir que des ressources financières additionnelles pourront être obtenues ou qu'elles pourront être consenties à des conditions acceptables. Si la Société n'obtenait pas les fonds requis à des conditions raisonnables, nous devrions peut-être cesser de payer une partie ou la totalité de nos dépenses en immobilisations, cela pourrait ralentir la croissance de la Société, nuire à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation et même entraîner la restructuration de notre entreprise.

La tendance à l'impartition des activités aux étapes précliniques de la découverte et de la mise au point de médicaments peut décroître, ce qui ralentirait notre croissance.

Au cours des dernières années, nos activités ont connu une croissance considérable, en raison notamment d'une plus grande impartition des activités de soutien à la recherche préclinique par les sociétés pharmaceutiques et des biotechnologies. Nous estimons que les sociétés œuvrant dans la mise au point de médicaments, la pharmaceutique et les biotechnologies décident d'impartir une partie ou l'ensemble de ces activités en raison des investissements considérables qu'elles nécessitent au chapitre des installations et du personnel. Ce faisant, ces sociétés peuvent consacrer leurs ressources à la découverte de médicaments. Même si les analystes du secteur s'attendent à ce que la tendance à l'impartition se maintienne au cours des prochaines années, une diminution de l'activité d'impartition des services précliniques pourrait se solder par une baisse du taux de croissance de nos ventes et nuire à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Des modifications de la réglementation gouvernementale ou des pratiques liées aux secteurs pharmaceutiques ou de biotechnologie, notamment une réforme éventuelle en matière de soins de santé, pourraient réduire le besoin des services que nous fournissons.

Les organismes gouvernementaux dans le monde réglementent rigoureusement le processus de mise au point de médicaments. Notre activité consiste à aider les sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie, entre autres, à effectuer le travail exigé en vue de la présentation de nouveaux médicaments aux organismes de réglementation. Des modifications de la réglementation, telles qu'un assouplissement des exigences réglementaires ou l'adoption de procédures simplifiées visant l'approbation des médicaments, ou un accroissement des exigences réglementaires que nous pouvons difficilement satisfaire ou qui rendent nos services moins concurrentiels, pourraient éliminer ou réduire sensiblement la demande de nos services.

L'accroissement des coûts liés aux soins de santé pourrait donner lieu à une réforme à ce chapitre. Nous ne pouvons prédire quelles propositions législatives seront adoptées à l'avenir, ni même s'il y en aura. L'entrée en vigueur d'une législation en matière de réforme des soins de santé qui réglemente les coûts des médicaments pourrait limiter les profits qui peuvent être tirés de la mise au point de nouveaux médicaments, ce qui aurait un effet défavorable sur les dépenses en recherche et développement des sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie et réduirait de ce fait les occasions d'affaires qui se présentent à nous. En outre, une nouvelle législation ou réglementation pourrait créer un risque de responsabilité, augmenter nos coûts ou limiter les services que nous offrons.

Tout manquement de notre part à la réglementation en vigueur pourrait nuire à notre réputation et à nos résultats d'exploitation.

Tout manquement de notre part à la réglementation en vigueur pourrait entraîner l'arrêt des recherches en cours ou le rejet des données nécessaires à une présentation aux organismes de réglementation. Nous pourrions également être interdits de fournir des services précliniques à l'avenir ou être passibles d'une amende. En outre, nous pourrions devoir répéter des recherches ou refaire des essais. Nous pourrions être tenus contractuellement de prendre une telle mesure sans frais additionnels pour le client, mais moyennant des frais considérables pour nous. Ces conséquences pourraient nuire à notre réputation, à nos perspectives d'avenir, à nos produits et à nos marges bénéficiaires brutes.

Toute perturbation de notre approvisionnement en modèles animaux pourrait causer des retards dans nos études, ce qui aurait une incidence défavorable sur nos résultats d'exploitation.

Certains des modèles animaux que nous utilisons dans nos études sont fournis par des sociétés qui nous font concurrence ou par des fournisseurs uniques dans les pays où se trouvent nos installations. Dans l'éventualité d'une réduction ou d'une interruption de l'approvisionnement, nous pourrions devoir retarder ou reporter des études et nos produits et nos résultats d'exploitation en souffriraient. En outre, certains de nos clients pourraient décider de choisir un organisme de recherche contractuelle concurrent et nous pourrions perdre notre part du marché.

Nous exerçons nos activités sur un marché très concurrentiel et si nous ne parvenons pas à en relever les défis, nos activités pourraient en souffrir.

Nous faisons concurrence à d'autres ORC. Ces concurrents incluent de grands ORC préclinique établis et à services complets, notamment Charles River Laboratories International, Inc., Covance Inc. et Huntingdon Life Sciences, division de Life Sciences

Research, Inc., ainsi que d'autres sociétés qui offrent des services de recherche préclinique. Nous faisons également concurrence à de petites sociétés à marché spécialisé exerçant leurs activités dans nos marchés locaux ou dans des secteurs précis. Certains de nos concurrents disposent de plus de capitaux et d'autres ressources que nous à l'heure actuelle. En raison des pressions concurrentielles et des possibilités d'économies d'échelle, l'industrie continue à se consolider. Cette tendance, de même que la tendance des sociétés pharmaceutiques et d'autres clients à limiter l'impartition à un nombre moindre d'entreprises, dans certains cas par voie de relations avec des fournisseurs privilégiés, est susceptible d'entraîner une augmentation de la concurrence mondiale entre les grands ORC à l'égard des clients et des candidats à l'acquisition. Nous ne sommes pas fournisseurs de services de recherche clinique et par conséquent, notre accès à certains clients éventuels pourrait être réduit en raison de contrats de fournisseurs privilégiés conclus avec des ORC qui nous font concurrence et qui offrent des services de recherche clinique.

En outre, le secteur des ORC a attiré l'attention du milieu financier, et l'augmentation éventuelle des ressources financières est susceptible de faire augmenter la concurrence entre les ORC. Nous menons des activités concurrentielles au sein de notre secteur en continuant à miser sur la qualité de nos services, à maintenir notre expertise en thérapeutique et en investissant dans notre système de gestion de la qualité.

Le secteur des ORC se caractérise actuellement par une augmentation importante de la demande des services précliniques. Même si cette augmentation a été avantageuse pour nos marges bénéficiaires brutes, la possibilité que nos concurrents exercent une pression accrue sur les prix au fur et à mesure que l'industrie s'ajuste à la demande de capacité de laboratoire peut nous obliger à réduire les prix de certains de nos services, ce qui se solderait par des marges bénéficiaires brutes moins élevées sur ces services.

Notre exposition aux fluctuations du taux de change pourrait nuire à nos résultats d'exploitation.

Une partie importante de nos produits provient d'activités d'exploitation à l'extérieur du Canada, principalement en Hongrie et au Danemark, où des montants élevés de produits et de charges sont inscrits en monnaie nationale (non canadienne). Nos états financiers sont présentés en dollars canadiens. Par conséquent, les fluctuations du taux de change, particulièrement entre l'euro, les monnaies liées à l'euro, le dollar américain et le dollar canadien, entraîneront des variations de nos résultats financiers déclarés, lesquelles pourraient être importantes. En outre, certains des contrats que nous avons conclus avec des clients étrangers sont libellés en monnaie autre que la monnaie dans laquelle nous engageons des charges liées à ces contrats. Il en est particulièrement ainsi à l'égard de nos activités d'exploitation canadiennes, où certains contrats prévoient la facturation des clients en dollars américains, mais où nos charges sont généralement engagées en dollars canadiens. Lorsque des charges sont engagées en monnaies autres que celles qui ont servi à la fixation des prix dans les contrats, les fluctuations de la valeur relative de ces monnaies pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos marges bénéficiaires. En Europe, nous sommes aussi exposés aux fluctuations entre les monnaies locales, comme la couronne danoise et le forint hongrois, d'une part, et l'euro, d'autre part. Nous obtenons des emprunts à long terme libellés en ces monnaies locales pour soutenir nos investissements dans chacune de nos installations. En Hongrie, puisque la plupart de nos produits d'exploitation sont libellés en euros, nous avons fixé nos emprunts en euros pour nous assurer de toujours maintenir une forte corrélation (« couverture naturelle ») entre nos dettes et nos produits. Toutefois, tandis que la couronne danoise est considérée comme liée à l'euro, le forint hongrois continue de fluctuer amplement, fluctuations qui influent sur nos résultats financiers. La direction estime que, tant que nos produits par exercice en euros dépasseront le niveau de notre dette libellée en cette monnaie, nos résultats globaux seront protégés contre le risque de change et ne nécessiteront donc pas de mesure de couverture particulière à des fins défensives.

Des circonstances indépendantes de notre volonté pourraient nuire à la réputation du secteur des ORC ou faire du tort au secteur des ORC de manière à réduire à l'échelle du secteur la demande des services des ORC, ce qui pourrait nuire à nos activités.

La demande de nos services peut être touchée par les perceptions de nos clients concernant le secteur des ORC dans son ensemble. Par exemple, d'autres ORC pourraient adopter un comportement qui pourrait réduire la propension de nos clients à faire affaire avec nous ou avec des ORC. Bien qu'à ce jour il ne soit encore survenu aucun événement portant préjudice à l'échelle de l'industrie au secteur des ORC ou à sa réputation, un ou plusieurs ORC pourraient commettre ou ne pas constater des méfaits, tels que la surveillance inadéquate des installations, la production de bases de données ou d'analyses inexactes, des travaux de laboratoire inachevés, ou pourraient prendre d'autres mesures qui pourraient ébranler la confiance de nos clients envers le secteur des ORC. Par conséquent, la propension des sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie à impartir les services de recherche et développement à des ORC pourrait diminuer, et nos activités pourraient subir des préjudices importants liés à des événements indépendants de notre volonté.

Nous comptons sur un personnel clé et pourrions ne pas être en mesure de conserver ces employés ou de recruter d'autres personnes compétentes, ce qui pourrait nuire à nos activités.

Notre succès est tributaire en grande partie des services continus des membres de notre haute direction, d'autres membres de la direction et de nos vétérinaires et scientifiques agréés. Notre équipe de direction actuellement en fonction a beaucoup d'expérience en administration d'un ORC. Si l'un ou plusieurs des membres de notre équipe de haute direction ou de nos scientifiques clés n'étaient pas

en mesure de continuer à exercer leurs fonctions actuelles ou n'y étaient pas disposés, il serait difficile de combler ces postes vacants, ce qui pourrait nuire à nos activités.

En raison de la nature scientifique spécialisée de nos activités, nous sommes très dépendants des compétences du personnel scientifique, technique et de direction. Bien que nous ayons d'excellents antécédents de rétention des employés, il y a encore une forte concurrence en ce qui concerne le personnel compétent dans le secteur des ORC, ainsi que dans les domaines pharmaceutique et de biotechnologie. Par conséquent, nous pourrions ne pas être en mesure d'attirer et de conserver le personnel compétent nécessaire à l'expansion de nos activités. La perte des services du personnel en fonction, ainsi que l'incapacité de recruter d'autres membres du personnel clé scientifique, technique et de direction en temps voulu, pourrait nuire à nos activités.

Les actes des défenseurs des droits des animaux peuvent avoir une incidence sur nos activités.

Dans le cadre de nos services précliniques, nous utilisons des animaux pour les essais d'innocuité et d'efficacité des médicaments. Ces activités sont exigées pour la mise au point de médicaments en vertu des régimes réglementaires au Canada, aux États-Unis, en Europe, au Japon et dans d'autres pays. Des actes, notamment des actes de vandalisme par les défenseurs des droits des animaux qui contestent l'utilisation des animaux dans la mise au point de médicaments, ou toute attention négative ou menace dirigée contre nos activités de recherche sur les animaux à l'avenir pourraient nuire à notre capacité d'exploiter nos activités de manière efficace. En outre, nos activités pourraient être touchées de façon défavorable si les organismes de réglementation devaient imposer une réduction importante des procédures d'essais d'innocuité qui ont recours à des animaux de laboratoire (ce que certains groupes ont préconisé).

De nouvelles technologies pourraient être mises au point et validées, et leur utilisation accrue pourrait réduire la demande de certains de nos services.

Pendant de nombreuses années, des groupes au sein des milieux scientifiques et de recherche ont tenté d'élaborer des modèles, des méthodes et des systèmes qui remplaceraient ou complèteraient l'utilisation d'animaux vivants qui servent de sujets d'expérience. Les sociétés ont élaboré plusieurs techniques bien fondées sur le plan scientifique. D'autres méthodes de recherche pourraient décroître le besoin des modèles de recherche, et nous pourrions ne pas être en mesure d'offrir de nouveaux services avec efficacité ou en temps voulu pour remplacer les ventes perdues.

Nos services sont assujettis à des normes industrielles évolutives et à une technologie en pleine mutation.

Les marchés pour nos services se caractérisent par une technologie en pleine mutation, des normes industrielles évolutives et l'offre fréquente de services nouveaux et améliorés. Pour réussir, nous devons continuer à offrir de nouveaux services en temps voulu et de façon rentable pour répondre aux exigences évolutives de la clientèle, tout en faisant accepter ces services par le marché. En outre, nous devons continuer d'améliorer nos services actuels et d'assurer l'intégration de nouveaux services à ceux qui sont déjà offerts. Nous devons absolument faire face aux normes industrielles émergentes et à d'autres changements technologiques. Si nous ne veillons pas au perfectionnement nécessaire de notre activité, de nos systèmes et de nos services pour ne pas nous laisser dépasser par des normes industrielles évolutives, nos activités pourraient en souffrir.

Les renseignements confidentiels que nous détenons et la sécurité de nos réseaux informatiques pourraient être compromis.

Nous exploitons d'énormes réseaux informatiques complexes qui renferment un nombre important de données sur la clientèle. Dans le cadre des activités quotidiennes de notre entreprise, nous recueillons, analysons et conservons un nombre important de données se rapportant à des études précliniques et cliniques que nous effectuons pour nos clients. Des tiers non autorisés pourraient tenter d'avoir accès à ces réseaux informatiques afin de voler des données ou de perturber les réseaux. Nous croyons que nous avons pris les mesures adéquates pour nous protéger d'une telle intrusion, mais dans le cas où nos efforts auraient été vains, nous pourrions subir un préjudice important. Nos contrats avec nos clients renferment les clauses habituelles qui nous obligent à respecter la confidentialité des renseignements découlant de ces études. Dans le cas où la confidentialité de ces renseignements était compromise, nous pourrions subir un préjudice important.

Nos contrats sont généralement résiliables sans motif à court préavis ou sans préavis. La résiliation d'un contrat important ou de contrats multiples pourrait avoir une incidence défavorable sur nos produits et notre rentabilité.

La plupart de nos contrats peuvent être résiliés sans motif, à court préavis ou sans préavis. Les clients résilient ou retardent des contrats pour diverses raisons. Certains de nos clients ont résilié ou annulé des contrats dans le cours normal des activités.

La perte ou le retard d'un programme ou d'un contrat important ou la perte ou le retard de multiples petits contrats pourrait nuire à nos activités étant donné que ces résiliations pourraient abaisser le niveau d'utilisation de notre effectif, ce qui diminuerait notre rentabilité.

En outre, le caractère résiliable de nos contrats exerce une pression accrue sur nos efforts en matière de contrôle de la qualité, puisque nos contrats peuvent être résiliés par des clients en raison d'un mauvais rendement, ce qui, de surcroît, pourrait avoir une incidence sur notre capacité d'obtenir des contrats à l'avenir auprès des clients concernés et, éventuellement, d'autres parmi les sociétés qui font la promotion d'essais. Étant donné que les contrats inclus dans notre carnet de commandes sont généralement résiliables sans motif, nous sommes d'avis que notre carnet de commandes à une date donnée n'est pas nécessairement un indicateur significatif de résultats futurs. Autant que possible, nous cherchons à obtenir compensation en cas de résiliation tardive ou de report. La plupart de nos contrats comportent des clauses à cet effet.

Nos contrats sont généralement des contrats à forfait. Des prix sous la normale et des dépassements de coûts importants pourraient nuire à nos produits et à notre rentabilité.

La plupart de nos contrats sont des contrats à forfait. Si nous n'établissons pas adéquatement les prix de nos contrats ou si nous accusons des dépassements importants de coûts, nos marges bénéficiaires brutes liées aux contrats seraient réduites. Nous pourrions devoir engager des ressources imprévues pour achever des projets, tirant ainsi des marges bénéficiaires brutes moindres de ces projets.

Nos résultats d'exploitation trimestriels pourraient varier, ce qui pourrait nuire au cours de nos actions ordinaires.

Nos résultats d'exploitation trimestriels peuvent varier de trimestre en trimestre et sont tributaires de facteurs tels que le nombre et l'importance des engagements continus de notre clientèle, le début, le report, la conclusion ou l'annulation de contrats de clients au cours du trimestre, des modifications de notre gamme de services, la mesure des dépassements de coûts, les périodes de vacances de nos clients, les cycles budgétaires de nos clients et les fluctuations du taux de change. Nous sommes d'avis que les résultats d'exploitation d'un trimestre particulier ne sont pas nécessairement une indication significative de résultats futurs. Néanmoins, des fluctuations de nos résultats d'exploitation trimestriels pourraient avoir une incidence négative sur le cours de nos actions ordinaires.

Les services de recherche contractuelle comportent un risque de responsabilité.

À titre d'ORC, nous faisons face à de nombreux cas de responsabilité éventuelle en assurant la prestation de travaux d'essais de mise au point de médicaments. Ces cas incluent les suivants :

- le risque que des animaux dans nos installations soient infectés par des maladies qui pourraient être délétères et même létales pour eux et des humains en dépit de mesures préventives prévues par nos politiques d'entreprise en matière de quarantaine et de maniement d'animaux importés;
- les erreurs et les omissions au cours d'un essai qui pourraient compromettre l'utilité d'un essai ou des données provenant de l'essai.

Nous atténuons ces risques du mieux que nous pouvons en suivant diverses exigences réglementaires et en ayant recours à notre régime d'expérimentation sur les animaux, à la quarantaine et à la vigilance de notre personnel vétérinaire, au moyen desquels nous cherchons à contrôler l'exposition à des maladies ou à des infections liées aux animaux. Néanmoins, il est impossible d'éradiquer entièrement ces risques.

Nous estimons que notre risque de responsabilité à cet égard est généralement réduit par des dispositions contractuelles nous donnant le droit d'être indemnisé ou limitant notre responsabilité et par les assurances souscrites par nos clients, les chercheurs et par nous.

Les indemnisations contractuelles ne nous protègent généralement pas contre la responsabilité découlant de certains de nos actes, tels que la négligence ou l'inconduite. Nous pourrions être touchés de façon importante et défavorable si nous étions tenus de payer des dommages-intérêts ou d'assumer les coûts de contestation d'une réclamation qui n'est pas visée par une disposition d'indemnisation contractuelle ou qui dépasse le niveau de risque assuré ou si une partie doit nous indemniser et qu'elle ne s'acquitte pas de ses obligations d'indemnisation. En outre, rien ne garantit que nous serons en mesure de maintenir notre assurance selon des modalités que nous jugeons acceptables.

Nos activités dépendent en grande mesure de l'efficacité continue de notre infrastructure de technologies de l'information, et la défaillance de ces technologies pourrait nuire à notre exploitation.

Pour demeurer concurrentiels au sein de notre secteur, nous devons employer des technologies de l'information qui saisissent, gèrent et analysent d'importants flux de données produits durant nos essais précliniques conformément aux exigences réglementaires. En outre, étant donné que nous assurons la prestation de services à l'échelle mondiale, nous comptons énormément sur ces technologies pour effectuer des études simultanées et un partage des tâches entre les installations. À l'instar de toutes technologies de l'information, nos

systemes sont vulnérables à d'éventuels dégâts ou interruptions causés par des incendies, des pannes d'électricité ou de télécommunications et d'autres événements imprévus, ainsi qu'à des effractions, au sabotage ou à des actes de vandalisme intentionnels. Étant donné la grande dépendance de nos activités envers ces technologies, toute interruption importante ou perte de données qui n'est pas corrigée ou évitée par nos mesures de secours informatique pourrait nuire à nos activités.

Nous sommes exposés à certains risques liés à nos activités d'exploitation internationales.

Nous avons des bureaux et exerçons des activités dans trois pays. Les produits tirés de nos activités d'exploitation non canadiennes ont représenté 57 % de nos produits d'exploitation totaux en 2008, 59 % de nos produits d'exploitation totaux en 2007 et 70 % de nos produits d'exploitation totaux en 2006. Certains risques sont inhérents à ces activités d'exploitation internationales.

Les risques liés à nos activités d'exploitation internationales que nous affrontons dans le cours normal des activités incluent les suivants :

- les taux d'imposition dans certains pays étrangers peuvent dépasser ceux du Canada, et le bénéfice réalisé à l'étranger peut être assujéti à des exigences de retenue d'impôt ou à l'imposition de tarifs, au contrôle des changes ou à d'autres restrictions, notamment des restrictions sur le rapatriement;
- les risques liés à l'établissement des prix de cession interne;
- les clients étrangers peuvent suivre des cycles de paiement plus longs que ceux des clients au Canada;
- les restrictions éventuelles apportées au commerce et le contrôle des changes;
- une réglementation stricte en matière de travail;
- la conjoncture économique et politique générale des marchés au sein desquels nous exerçons nos activités;
- la difficulté de se conformer à une variété de lois et de règlements étrangers;
- la difficulté de faire exécuter des conventions et de percevoir des comptes débiteurs dans le cadre de certains systèmes juridiques étrangers;
- les difficultés liées à la gestion d'une entreprise exerçant ses activités dans divers pays.

Bien que nous n'ayons eu aucun problème d'importance jusqu'à ce jour dans le cadre de l'acquisition ou de l'exploitation de nos entités étrangères, nous pourrions à l'avenir faire face à certaines restrictions inhérentes dans la conduite de nos essais de mise au point préclinique à l'échelle internationale, y compris la difficulté à établir des communications efficaces, à exercer des activités dans différents fuseaux horaires et à faire face à une technologie incompatible.

Au fur et à mesure que nos activités continuent de prendre de l'expansion à l'échelle mondiale, notre succès sera tributaire, en partie, de notre capacité de prévoir et de gérer efficacement ces risques et d'autres risques liés à l'exploitation à l'étranger. Nous ne pouvons garantir que ces facteurs ou d'autres facteurs n'auront pas une incidence défavorable importante sur nos activités d'exploitation internationales, nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation dans leur ensemble.

Des modifications de la législation fiscale au Canada pourraient nous toucher défavorablement.

Nous exerçons un grand nombre d'activités d'exploitation au Canada qui bénéficient actuellement d'arrangements favorables en matière d'impôt des sociétés. Nous recevons d'importants crédits d'impôt au Canada du gouvernement fédéral canadien et du gouvernement du Québec. Une réduction de la disponibilité ou du montant de ces crédits ou abattements d'impôt serait susceptible d'avoir un effet défavorable important sur les bénéficiaires et les flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation canadiennes et sur notre taux d'imposition effectif.

Notre incapacité à gérer efficacement notre croissance pourrait nuire à nos activités.

Nous avons connu une croissance rapide tout au long de notre exploitation. Nous sommes d'avis que les ressources d'exploitation, humaines et financières sont mises à épreuve dans le cadre d'une croissance soutenue. Pour gérer notre croissance, nous devons continuer à améliorer nos systèmes d'exploitation et d'administration et à attirer et à conserver du personnel de direction, professionnel,

scientifique et d'exploitation technique compétent. Nous estimons que le maintien et l'amélioration de nos systèmes et la conservation et le perfectionnement de notre personnel moyennant des frais raisonnables contribuent à notre succès dans le secteur des ORC. Rien ne garantit que nous serons en mesure d'améliorer notre technologie ou d'accéder à une nouvelle technologie qui permettra à nos systèmes de suivre la dynamique et les besoins perfectionnés de nos clients. La nature et le rythme de notre croissance comportent des risques liés au contrôle de la qualité et à l'insatisfaction des clients en raison de retards d'exécution ou d'autres problèmes. Le défaut de gérer efficacement la croissance pourrait avoir un effet défavorable sur nous.

Notre incapacité à intégrer avec succès des acquisitions futures pourrait nuire à nos activités.

Nous pouvons, dans le cours de nos activités, repérer et examiner des candidats à l'acquisition éventuelle et étudier des acquisitions éventuelles et des opérations de regroupement d'entreprises avec d'autres parties et, à l'occasion, nous pouvons faire des acquisitions stratégiques. Les acquisitions comportent de nombreux risques, y compris les dépenses engagées dans le cadre de l'acquisition, les difficultés à assimiler les activités d'exploitation, le détournement de l'attention de la direction d'autres préoccupations commerciales et la perte éventuelle d'employés clés de la société acquise. Les acquisitions de sociétés étrangères comportent des risques additionnels d'assimilation des différences de pratiques commerciales étrangères, d'embauche et de conservation de personnel compétent, en plus de barrières linguistiques à surmonter. Il est également possible qu'au moment d'acquisitions futures, les problèmes de l'entité acquise deviennent les nôtres. Même si aucune acquisition antérieure n'a entraîné d'importants problèmes d'intégration, nous pourrions avoir à faire face à ce genre de questions. Rien ne garantit que nous réussirons à intégrer des acquisitions futures dans nos activités d'exploitation, que nous serons en mesure de réaliser ces opérations ou de les réaliser selon des conditions financières favorables.

Nous fournissons des services à des sociétés émergentes qui pourraient ne pas être en mesure de nous payer.

Nous engageons des coûts dans la prestation de services de mise au point de médicaments à nos clients avant d'être payés. Nous fournissons des services de mise au point de médicaments à des sociétés pharmaceutiques et de biotechnologie, dont un bon nombre sont des sociétés en phase de démarrage disposant de ressources financières relativement limitées. Si l'une de ces sociétés devait cesser son exploitation avant de nous payer en contrepartie de nos services, ou n'était par ailleurs pas en mesure de nous payer, nos résultats d'exploitation pourraient en souffrir.

La contamination au sein de nos populations animales pourrait compromettre nos recherches et nuire à notre réputation.

Nos modèles de recherche doivent être exempts de certains agents infectieux, tels que certains virus et certaines bactéries, étant donné que la présence de ces contaminants pourrait fausser ou compromettre la qualité des résultats de recherche et pourrait nuire à la santé des humains ou des animaux. La présence de ces agents infectieux dans le cadre de nos activités d'exploitation de services pourrait perturber nos services précliniques et nuire à notre réputation.

Les contaminations nous exposent à des risques au titre desquels les clients demanderont des dommages-intérêts au-delà de nos exigences d'indemnisation contractuelles. Ces contaminations sont imprévues et difficiles à prédire et pourraient nuire à nos résultats financiers. Nous avons effectué d'importantes dépenses en immobilisations conçues pour renforcer notre biosécurité et avons grandement amélioré nos procédures d'exploitation visant à nous protéger contre ces contaminations, toutefois, des contaminations peuvent encore survenir.

Si nous engageons notre responsabilité en raison d'une contamination causée par des matières dangereuses, nos activités pourraient en souffrir.

Certaines de nos activités sont fondées et pourraient continuer à être fondées sur l'utilisation contrôlée de matières dangereuses et la création de substances ou de déchets dangereux, y compris des déchets de laboratoires médicaux et d'autres substances très réglementées. Même si nous estimons que nos consignes de sécurité visant l'élimination de ces matières respectent les normes prescrites par la législation et la réglementation locales en matière d'environnement, nos activités d'exploitation constituent néanmoins un risque de contamination accidentelle ou de blessure causée par ces matières.

Dans l'éventualité où un tel accident se produirait, nous pourrions être tenus responsables des dommages-intérêts et des frais de nettoyage, ce qui, dans la mesure où ils ne sont pas couverts par une assurance ou une disposition d'indemnisation en vigueur, pourrait nuire à nos activités. En outre, d'autres incidences défavorables pourraient découler de cette responsabilité, y compris une atteinte à notre réputation entraînant la perte d'une certaine partie de notre clientèle. Toute obligation pour nous de payer des dommages-intérêts au-delà du niveau d'une assurance donnée qui pourrait être en vigueur pourrait nuire de façon importante à nos activités. À ce jour, nous n'avons fait l'objet d'aucune enquête ou réclamation liée à l'utilisation contrôlée de matières dangereuses ou à la création de substances ou de déchets dangereux.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés a annoncé que les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société devra déclarer aux termes des IFRS ses états financiers consolidés intermédiaires et annuels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

Les IFRS pourraient exiger une présentation plus étendue des états financiers comparativement aux PCGR canadiens. Bien que les IFRS aient un cadre conceptuel semblable aux PCGR du Canada, des différences dans les politiques de comptabilité devront être réglées par la Société. En préparation à la conversion aux IFRS, la Société a mis en place un plan de travail relatif aux IFRS dont les étapes sont énoncées aux pages 14 et 15 du rapport de gestion de la Société pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2009 et 2008. De plus, la Société analyse la portée des IFRS sur ses états financiers.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés qui figurent dans le présent rapport de gestion peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens des lois et de la réglementation sur les valeurs mobilières du Canada. Ces énoncés sont assujettis à des risques, incertitudes et hypothèses importants. Les énoncés prospectifs comprennent notamment de l'information sur nos objectifs et sur les stratégies visant à atteindre ces objectifs, en plus de renseignements sur nos opinions, nos plans, nos attentes, nos prévisions, nos estimations et nos intentions. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de termes ayant une connotation prospective, tels que « peut », « s'attend à », « prévoit », « a l'intention de », « estime », « planifie », « croit », « continue », de la forme négative de ces expressions ou des variantes de celles-ci ou de termes semblables. Le lecteur est invité à consulter les documents que nous avons déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières ainsi que la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport de gestion, qui débute à la page 17, s'il souhaite obtenir une analyse des divers facteurs pouvant influencer sur nos résultats futurs. Les facteurs et les hypothèses d'envergure qui ont été appliqués afin de tirer une conclusion ou faire une prévision ou une projection sont également présentés dans le présent document.

Les résultats ou les événements prévus dans de tels énoncés prospectifs pourraient différer considérablement des résultats ou des événements réels. Les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent considérablement des conclusions, hypothèses ou projections reflétées dans ces énoncés prospectifs comprennent notamment :

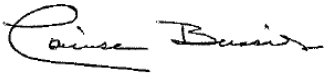
- la réduction des budgets de recherche et développement dans les secteurs pharmaceutique et biotechnologique, des facteurs économiques généraux, tels les taux de change, le prix des marchandises et d'autres facteurs sur lesquels nous n'avons aucun contrôle;
- l'incidence de la conjoncture économique, le contexte des affaires, les tendances du secteur (y compris les tendances à l'impartition des activités aux étapes précliniques de la découverte et de la mise au point de médicaments) et d'autres facteurs externes ou d'ordre politique pouvant toucher les pays où nous exerçons nos activités;
- l'intensité de la concurrence;
- la perturbation de notre approvisionnement en modèles animaux;
- des changements aux lois et règlements régissant l'environnement, les taxes et les impôts, le commerce et à d'autres lois et règlements;
- notre habileté à mettre en œuvre nos stratégies et nos plans;
- des changements dans les technologies et normes de l'industrie;
- notre capacité d'attirer et de fidéliser les employés clés;
- les modifications de conventions et d'estimations comptables;
- l'interruption des activités en raison de mauvaises conditions météorologiques, de catastrophes naturelles et d'autres événements imprévisibles.

Le rendement et les résultats financiers réels de la Société dans des périodes futures pourraient donc différer de façon importante de toute estimation ou projection à l'égard du rendement ou des résultats futurs exprimés, expressément ou implicitement, dans de tels énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'incidence sur les activités de la Société des opérations ou des éléments non récurrents ou particuliers annoncés ou qui se produiront après le dépôt des états financiers. Par exemple, ils ne tiennent pas compte de l'incidence des cessions, des acquisitions ou d'autres opérations de la Société, de la perte de valeur d'un actif ou d'autres charges annoncées ou qui sont constatées après la formulation des énoncés prospectifs. L'incidence financière de telles opérations et d'éléments non récurrents ou inhabituels peut s'avérer complexe et dépend nécessairement des faits particuliers à chacun d'eux.

Même si nous sommes d'avis que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont raisonnables, rien ne peut garantir qu'elles se concrétiseront. De plus, à moins d'indication contraire, les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport ont été faits en date de ce

dernier, et nous ne nous engageons nullement à les mettre à jour publiquement ni à les réviser en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, sauf en vertu de lois ou de règlements. Les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport sont présentés sous réserve expresse de cette mise en garde.

Au nom de la direction,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Louise Bussières". The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the end.

Louise Bussières, CA
Vice-présidente, Finances et secrétaire
Laval (Québec) Canada
Le 12 août 2009

ANNEXE 1
SOMMAIRE DES RÉSULTATS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Trois mois terminés les 30 juin										Trois mois terminé le 31 mars					Variation		Variation	
	2009					2008					2009					Jun 2009/Juin 2008		Jun 2009/Mars 2009	
	LAB Canada	LAB Danemark	LAB Hongrie	Siège Social	TOTAL	LAB Canada	LAB Danemark	LAB Hongrie	Siège Social	TOTAL	LAB Canada	LAB Danemark	LAB Hongrie	Siège Social	TOTAL	\$	%	\$	%
<i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	\$	%
Produits	6 772	5 588	1 525	-	13 885	7 006	7 844	1 270	-	16 120	5 833	6 054	1 100	-	12 987	(2 235)	-13.9%	898	6.9%
Coûts directs	3 994	4 559	1 237	-	9 790	4 075	5 361	1 446	-	10 882	3 855	4 560	1 190	-	9 605	1 092	10.0%	(185)	-1.9%
Frais de vente et frais généraux et administratifs	730	850	466	603	2 649	693	874	476	675	2 718	740	894	313	546	2 493	69	2.5%	(156)	-6.3%
Charges de restructuration	-	-	-	-	-	-	-	47	-	47	-	-	-	-	-	47	100.0%	-	-
Rémunération à base d'actions	19	18	16	62	115	19	19	17	59	114	19	19	16	59	113	(1)	-0.9%	(2)	-1.8%
Amortissement d'immobilisations corporelles	723	527	199	3	1 452	463	473	225	3	1 164	730	517	205	3	1 455	(288)	-24.7%	3	0.2%
Amortissement d'immobilisations incorporels	-	140	-	-	140	-	139	-	-	139	-	143	-	-	143	(1)	-0.7%	3	2.1%
Intérêts, montant net	399	197	45	-	641	279	184	110	(11)	562	435	216	62	-	713	(79)	-14.1%	72	10.1%
Change	(50)	4	(1 024)	-	(1 070)	22	1	(609)	-	(586)	125	3	1 384	-	1 512	484	-82.6%	2 582	170.8%
Impôts sur les bénéfices	190	(146)	(2)	(190)	(148)	314	220	(42)	(160)	332	-	(84)	(2)	-	(86)	480	144.6%	62	-72.1%
Bénéfice net (perte)	767	(561)	588	(478)	316	1 141	573	(400)	(566)	748	(71)	(214)	(2 068)	(608)	(2 961)	(432)	-57.8%	3 277	110.7%
BAIIA	2 079	157	830	(665)	2 401	2 197	1 589	(107)	(723)	2 956	1 094	578	(1 803)	(605)	(736)	(555)	-18.8%	3 137	426.2%
BAIIA Rajusté	2 029	161	(194)	(665)	1 331	2 219	1 590	(669)	(723)	2 417	1 219	581	(419)	(605)	776	(1 086)	-44.9%	555	71.5%
BPA					0.02					0.04					(0.16)				
BPA dilué					0.02					0.04					(0.16)				

	Six mois terminés les 30 juin										Variation			
	2009					2008					\$		%	
	LAB Canada	LAB Danemark	LAB Hongrie	Siège Social	TOTAL	LAB Canada	LAB Danemark	LAB Hongrie	Siège Social	TOTAL	\$	%		
<i>(en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$				
Produits	12 605	11 642	2 625	-	26 872	13 192	15 690	2 667	-	31 549	(4 677)	-14.8%		
Coûts directs	7 849	9 119	2 427	-	19 395	7 808	10 508	2 931	-	21 247	1 852	8.7%		
Frais de vente et frais généraux et administratifs	1 470	1 744	779	1 149	5 142	1 365	1 721	926	1 145	5 157	15	0.3%		
Charges de restructuration	-	-	-	-	-	-	-	47	-	47	47	100.0%		
Rémunération à base d'actions	38	37	32	121	228	38	37	39	117	231	3	1.3%		
corporelles	1 453	1 044	404	6	2 907	915	918	428	6	2 267	(640)	-28.2%		
Amortissement d'immobilisations incorporels	-	283	-	-	283	-	271	-	-	271	(12)	-4.4%		
Intérêts, montant net	834	413	107	-	1 354	580	353	220	(47)	1 106	(248)	-22.4%		
Change	75	7	360	-	442	33	93	(745)	-	(619)	(1 061)	171.4%		
Impôts sur les bénéfices	190	(230)	(4)	(190)	(234)	532	455	(167)	(273)	547	781	142.8%		
Bénéfice net	696	(775)	(1 480)	(1 086)	(2 645)	1 921	1 334	(1 012)	(948)	1 295	(3 940)	-304.2%		
BAIIA	3 173	735	(973)	(1 270)	1 665	3 948	3 331	(531)	(1 215)	5 533	(3 868)	-69.9%		
BAIIA Rajusté	3 248	742	(613)	(1 270)	2 107	3 981	3 424	(1 229)	(1 215)	4 961	(2 854)	-57.5%		
BPA					(0.15)					0.07				
BPA dilué					(0.15)					0.07				
Actif total					110 029					114 967				
Passif financier à long terme (incluant la portion à court terme, excluant les impôts futurs)					57 679					47 981				